

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

LES

# CHÈQUES POSTAUX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le Mardi 16 mars 1909, à 1 heure*

PAR

Eugène THÉRY

---

*Président : M. TRUCHY, professeur*  
*Suffragants* } *MM. RENAULT, professeur*  
*GEOUFFRE DE LAPRADELLE, agrégé*

---

PARIS  
IMPRIMERIE HENRI JOUVE  
*15, Rue Racine, 15*

---

1909



THÈSE  
POUR  
LE DOCTORAT

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

LES

# CHÈQUES POSTAUX

---

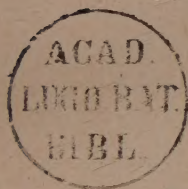
THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le Mardi 16 mars 1909, à 1 heure*

PAR

**Eugène THÉRY**

---



*Président : M. TRUCHY, professeur*

*Suffragants* } MM. RENAULT, professeur  
GEOUFFRE DE LAPRADELLE, agrégé

---

**PARIS**

**IMPRIMERIE HENRI JOUVE**

*15, Rue Racine, 15*

---

**1909**



# LES CHÈQUES POSTAUX

---

## INTRODUCTION

Le chèque n'est pas une institution très ancienne. L'idée n'en est venue que par suite des transactions de plus en plus nombreuses intervenues entre les habitants d'un même pays, puis entre les habitants de pays différents.

Rapidement son usage s'est développé ; il atteint dans certains Etats des proportions considérables. Il présente en effet des avantages très nombreux et très réels.

Toutefois, dans certains pays son emploi n'est pas encore suffisamment répandu et popularisé. C'est pourquoi quelques-uns ont créé un service de chèques et virements postaux.

Nous étudierons donc successivement les origines du chèque, son usage en France et dans les différents pays. Cette étude nous a paru nécessaire pour la clarté de notre thèse.

Puis nous examinerons le service des chèques postaux dans les pays où il existe et les projets qui ont été élaborés dans d'autres, notamment en France.

## CHAPITRE PREMIER

### Le Chèque en Général

#### ORIGINES DU CHÈQUE. — SON RÔLE ÉCONOMIQUE EN FRANCE ET DANS LES DIFFÉRENTS PAYS

L'usage de la monnaie fut longtemps ignorée des peuples primitifs. Chez eux les transactions commerciales se faisaient à l'aide de simples échanges, de trocs.

Mais à mesure que les besoins s'accroissent, les transactions augmentent et bientôt le troc ne suffit plus.

C'est alors que se fait sentir le besoin d'avoir une marchandise commune, une sorte de dénominateur commun à toute valeur : la monnaie.

Elle fut nécessairement d'abord très primitive. Elle était représentée par des objets quelconques, tels que de simples coquillages.

Ensuite on adopta les métaux précieux, l'or, l'argent, et plus tard le cuivre.

Au début, on payait en poids, c'est-à-dire que l'on pesait la quantité de métal suffisante pour représenter la valeur de l'objet acheté.

Ce n'est que sous l'Empire romain que ces métaux furent frappés. L'empreinte et la dimension des parcelles de métal ainsi travaillées indiquaient leur valeur.

Mais cette monnaie présentait encore de nombreux inconvénients.

Les échanges ne se faisaient plus sur place, ni même à l'intérieur d'un même pays ; le commerce s'était étendu.

Pour faire face à toutes ces transactions nouvelles, pour les régler, il était nécessaire de transporter la monnaie. Or ces transports étaient difficiles à effectuer. En effet, une somme élevée, en espèces métalliques représente un poids considérable.

C'est ainsi que M. Stanley Jevons a calculé que pour transporter une somme de 20 millions de livres sterling, montant des opérations journalières des Clearing-House de Londres à son époque, somme qui pèse en monnaie d'or 157 tonnes, il faudrait quatre-vingts chevaux.

D'autre part, les moyens de communications étaient plus rudimentaires et surtout beaucoup plus lents que ceux que nous possédons aujourd'hui ; les routes étaient peu sûres. Aussi le transport de la monnaie présentait de nombreux risques, tels que le vol ou les pertes, sans parler de l'usure.

On chercha donc d'autres moyens de régler les transactions et c'est ainsi qu'on arriva à l'idée de la

monnaie dite *représentative*, c'est-à-dire d'une monnaie qui n'a aucune valeur par elle-même, mais qui représente une valeur réelle dont elle est le signe.

Cette monnaie représentative s'est beaucoup développée de nos jours. Elle revêt plusieurs formes dont la plus communément connue est le billet de banque. Il en existe d'autres : le billet à ordre, la lettre de change et le chèque qui en est le type le plus perfectionné.

Ces modalités sont aujourd'hui beaucoup trop connues pour que nous nous y arrêtions longuement, mais il nous paraît nécessaire d'indiquer les principaux traits qui les caractérisent et les différencient.

*Billet de Banque.* — Les billets de banque sont des engagements souscrits par le banquier qui les émet, de payer une somme déterminée à vue et au porteur.

« Ce billet, dit M. Courcelles Seneuil, a pour le porteur la même valeur que la monnaie métallique. »

En effet, comme elle, ils circulent de mains en mains sans aucune formalité. Egalement comme la monnaie, et pour la commodité des besoins, ils sont émis pour des sommes rondes. Enfin leur durée est indéfinie.

Nous verrons que la plupart de ces traits ne sont

pas communs aux chèques. Leur plus grande ressemblance est que ce sont tous deux des moyens de paiement.

Dans la plupart des pays l'émission des billets de banque fait l'objet d'un monopole ou d'un privilège exclusif. C'est ainsi qu'en France, la loi du 24 germinal an XI a déclaré que la Banque de France seule aurait le droit d'émettre des billets.

Pour que le public en effet lui accorde toute sa confiance, pour qu'il puisse conserver toute sa valeur, le billet ne doit être émis que par des banques offrant toutes garanties, conservant en dépôt des sommes métalliques ou des valeurs représentant le montant de l'émission.

*Lettre de Change.* — La lettre de change est définie par M. Thaller (*Droit commercial*) « un écrit par lequel un tireur délègue pour le paiement d'une certaine somme à une échéance déterminée un tiré à une troisième personne, preneur ou bénéficiaire, ou à l'ordre de celle-ci ».

Il ressort de cette définition que la lettre de change est un moyen de crédit. C'est une monnaie différée, non une monnaie actuelle.

Toutefois le porteur d'une lettre de change peut se procurer de l'argent avant l'échéance en la faisant escompter par une banque.

*Billet à Ordre.* — Le billet à ordre est, au lieu d'un ordre donné par un créancier à son débiteur, une

promesse faite par le débiteur de payer à son créancier une somme déterminée à une date fixée.

C'est donc aussi un instrument de crédit. Il permet, en effet, à celui qui n'a pas actuellement d'argent, d'acheter de la marchandise, de la transformer et de ne la payer que lorsqu'il l'aura lui-même vendue.

*Le Chèque.* — Le chèque, ainsi que nous l'avons dit, est un instrument de paiement, comme le billet de banque.

Sa définition nous est donnée par la loi du 14 juin 1865 : « C'est l'écrit qui, sous la forme d'un mandat de paiement, sert au tireur à effectuer le retrait à son profit ou au profit d'un tiers, de tout ou partie des fonds portés au crédit de son compte chez le tiré et disponibles. »

Le chèque peut donc être émis par toute personne qui possède un compte créditeur, c'est-à-dire une provision, chez une autre personne.

Il peut être créé pour des sommes quelconques, mais il doit être payé dans un délai très court (cinq à huit jours après son émission d'après la loi française).

En outre, il ne forme pas l'objet d'opérations d'es-compte. Enfin il n'est pas nécessairement commercial.

Il est nécessaire pour notre étude de l'examiner en détail. Nous allons d'abord rechercher ses origi-

nes, puis indiquer son fonctionnement dans les principaux pays.

Le chèque, qui fut officiellement créé en France par la loi du 14 juin 1865, existait en fait bien antérieurement.

La Banque de France délivrait, en effet, à ses titulaires de comptes, des mandats blancs ou rouges, qui étaient de véritables chèques.

Un commerçant pouvait se libérer vis-à-vis de son créancier en lui remettant un mandat blanc de la Banque de France. Celui-ci se présentait au guichet de cette Banque, on lui versait la somme indiquée sur le mandat et on portait cette somme au débit du compte du commerçant débiteur.

Si le créancier était lui-même titulaire d'un compte à la Banque, le débiteur lui remettait un mandat rouge.

Il n'y avait pas, en ce cas, de maniement de numéraire. Le créancier portait son mandat rouge à la Banque. On en portait le montant au crédit de son compte et on en débitait le compte du débiteur.

C'est ce qui permettait à M. de Germiny de dire dans le rapport de la loi qu'il présenta au Sénat le 9 juin 1865 : « Nous n'avons pas depuis longtemps le mot, mais nous en avons la chose. Les mandats rouges et les mandats blancs que la Banque de France réunit en carnets et met aux mains des banquiers, des commerçants, de ses créanciers en

« compte courant, ne s'appellent pas des chèques, « mais équivalent ; ils ne servent pas moins à payer « à vue, à solder des comptes par compensation que « les chèques dont les Anglais font usage. Or, durant « l'exercice de 1864, des affaires à la Banque et de la « Banque aux affaires, ces mandats rouges et blancs « ont été les intermédiaires d'un mouvement dont le « total accusé par les livres de service s'élève à 14 ou « 15 milliards. »

Mais c'est en Angleterre que l'usage du chèque paraît avoir été pratiqué depuis le plus longtemps.

Savary, dans le « *Parfait Négociant* », nous apprend que Thomas Gresham l'introduisit sur la place de Londres vers 1637 ; il l'avait lui-même étudié à Anvers où il existait depuis longtemps sous le nom de « bewing ».

C'est également en Angleterre que l'usage du chèque est, encore actuellement, le plus répandu.

Dans ce pays on ne paie que très peu en numéraire. Tout commerçant qui se respecte a un banquier chez lequel un compte lui est ouvert, et sur lequel il tire les chèques dont il a besoin.

Il ne conserve chez lui que les sommes indispensables pour faire face à ses dépenses courantes ; tous ses paiements il les fait au moyen de chèques.

Son banquier lui fait ainsi son service de caisse. Il lui paie même ses effets de commerce. Ceux-ci, en

effet, au lieu de porter l'adresse du commerçant, portent l'adresse du banquier.

Il en résulte une très grande économie pour les encaissements. En France ces encaissements sont faits en grande partie par la Banque de France, à qui ce service coûte, pour Paris seulement, 17 millions 1/2 par an.

Le commerçant, qui agit comme nous venons de l'indiquer, réalise une grande économie de temps et de personnel.

Il évite des risques de perte de vol ou d'incendie. Il y gagne enfin considération et crédit.

En outre la banque dépositaire verse un intérêt sur le montant des dépôts, car elle ne laisse pas improductifs les capitaux quelle détient.

Elle les utilise au contraire à faire des placements divers, elle les dirige vers les emplois où il seront les plus productifs.

Elle a avantage, néanmoins, le chèque étant payable à délai très court, de faire ses placements à courts termes, de s'en servir pour l'escompte, par exemple.

Les sommes déposées ne cessent donc pas d'être productives tout en restant disponibles.

M. Blanche, dans son discours de rentrée à la Cour de cassation le 4 novembre 1861, disait à ce sujet : « Le but du chèque est de faire sortir de leur inertie les capitaux inertes pour les besoins à venir,

de les mettre dans la circulation, de les rendre productifs pour leur propriétaire qui les dépose chez le banquier, pour le banquier qui les prête à l'industrie, pour l'industrie qui les emploie et les féconde, pour l'ouvrier à qui l'industrie procure du travail, et dont le bien-être s'accroît de la prospérité de la nation. »

Mais le chèque n'est pas un simple moyen de paiement, c'est aussi un moyen de liquidation et c'est par là qu'il rend les plus grands services. Il évite aussi le maniement du numéraire en servant à l'extinction de créances respectives au moyen de virements et de compensation.

C'est ce qui permet à l'Angleterre d'être la première puissance commerciale malgré un numéraire assez faible.

*Virements et Compensations.* — Deux commerçants sont en relations habituelles d'affaires. Ils font ensemble de nombreuses transactions dans lesquelles ils jouent tour à tour le rôle de vendeur et d'acheteur.

Au lieu de régler chaque opération séparément, ils conviennent de ne régler que tous les trois mois par exemple. Chaque fois que A vendra à B, il portera le montant de la vente au débit de B et chaque fois qu'il achètera à celui-ci il portera le montant de son achat à son crédit. Les trois mois écoulés ils régleront en une seule fois toutes leurs opérations et la différence seule sera réglée en numéraire.

C'est là le principe du compte courant.

On voit par là combien les affaires sont simplifiées. Elles peuvent l'être encore davantage.

Supposons en effet que nos deux commerçants aient le même banquier. Au lieu de tenir eux-mêmes leurs comptes comme ils le faisaient dans le cas précédent, c'est leur banquier qui les tiendra pour eux.

Ainsi, chaque fois que A achètera à B, le banquier n'aura qu'à porter le montant de cette transaction au débit de A et au crédit de B.

Mais en élargissant le cercle de nos hypothèses, nous pouvons encore supposer que les opérations que nous venons de décrire se produisent non plus entre deux personnes seulement, mais entre un nombre illimité de commerçants ayant le même banquier.

Tous les paiements se feront de la même façon au moyen de simples virements sans le moindre déplacement de numéraire.

Mais dans la pratique il n'en est pas toujours ainsi. Toutes les personnes n'ont pas le même banquier ; au contraire, les banques sont encore très nombreuses, bien que les grandes maisons prennent de plus en plus d'importance, et que les petits banquiers tendent à disparaître.

Comment les choses vont-elles se passer ?

Un commerçant, client du Crédit-Lyonnais, par exemple, achète des marchandises à un autre commerçant client du Comptoir d'Escompte.

Il remet en paiement à son créancier un chèque sur le Crédit-Lyonnais où il possède un compte.

Le client du Comptoir d'Escompte pourra encaisser le chèque lui-même, mais de préférence il le remettra à son banquier pour que celui-ci le présente à l'encaissement et le porte au crédit de son compte.

Mais la même opération peut se produire en sens inverse. Il se peut, en effet, qu'en même temps un client du Crédit-Lyonnais remette à celui-ci un chèque qui lui a été donné en paiement.

Ici encore les opérations peuvent se produire entre plusieurs banques. Comment arrivera-t-on à un règlement ? Faudra-t-il que ces diverses banques se règlent mutuellement au moyen de numéraire ?

Non, elles peuvent s'entendre pour éteindre leurs dettes respectives par voie de liquidation.

Elles formeront entre elles une association, où chaque jour seront comparés leurs comptes respectifs, où les diverses créances seront compensées et où les différences seules seront payées en numéraire, à moins qu'elles ne le soient, comme elles le sont dans la pratique, par un virement dans une banque commune.

Des associations de ce genre existent dans la plupart des pays.

En Angleterre et aux Etats-Unis elles portent le nom de Clearing-House, en France de Chambres de Compensation.

C'est encore en Angleterre que l'institution est la plus ancienne. Toutefois l'idée paraît en avoir été conçue en France.

En effet, depuis très longtemps il existait à Lyon un usage connu sous le nom des « quatre paiements de Lyon ».

Les commerçants de ce pays se réunissaient quatre fois par an à l'occasion de grandes foires qui avaient lieu en mars, en juin, en septembre et en décembre et duraient un mois, pour régler leurs transactions par voie de compensation. Savary, dans le *Parfait Négociant*, nous dit à ce sujet : « Les « banquiers et négociants portent sur la place leur « bilan en débit et en crédit, c'est-à-dire qu'ils écri-  
« vent d'un côté ce qui leur est dû et de l'autre ce « qu'ils doivent ; ils s'adressent à ceux à qui ils doi-  
« vent, leur présentent de virer partie et donnent « pour débiteur un ou plusieurs qui leur doivent  
« semblable somme ; ils l'écrivent respectivement « sur leur bilan et dans le moment la partie est ré-  
« putée virée, demeurant aux risques et périls de « ceux qui les ont acceptées. De cette manière se  
« font les paiements et à la fin du mois ceux qui « doivent plus qu'il ne leur était dû paient en argent  
« comptant aux porteurs des lettres ce qu'ils doivent. »

Il ajoute plus loin : « Il sera quelquefois accepté, en deux ou trois heures de temps, un million de livres sans déboursier un sol. »

Il n'y aurait donc rien d'étonnant à ce que l'idée même du Clearing-House anglais n'ait été puisée à cette source.

Son origine remonte à la fin du xviii<sup>e</sup> siècle.

Un nombre très variable de banques en fit partie. En 1810 on en comptait 40. En 1854 la Banque d'Angleterre y est adjointe. En 1874 il y en avait 13 et, en 1893, 28.

Voici, d'après MM. Lyon-Caen et Renault (1), comment on procède : « Les commis des principaux banquiers se réunissent chaque jour à une heure fixe, chacun apportant les effets payables chez les autres banquiers et les remettant aux commis de ceux-ci. Après vérification on connaît la somme totale que chaque banquier doit toucher et celle qu'il doit payer, il suffit que chacun reçoive ou paie la différence.

« Cette différence même n'est pas payée en numéraire : les banquiers débiteurs d'une différence remettent à leurs confrères des mandats sur la Banque d'Angleterre où chaque banquier de la Cité a un compte ouvert ; le montant de cette différence est porté au débit de celui qui la doit et au crédit de celui à qui elle est due. »

Trois liquidations ont lieu chaque jour, dont l'une est spéciale à la province.

---

1. Lyon-Caen et Renault. *Droit commercial*, p. 485.

Tous les banquiers, ainsi que nous venons de le voir, ne font pas partie des Clearing-House, mais tous, cependant peuvent, profiter de ses avantages, en ayant comme représentant un banquier qui y est affilié.

Les banquiers, participant au Clearing sont aussi représentants d'un grand nombre de banquiers de province.

Il existe cependant des Clearings locaux dans un certain nombre de villes importantes : telles que Glasgow, Newcastle, Manchester, Edimbourg et Dublin.

Les opérations des Clearing-House sont très importantes, et leur chiffre tend encore à s'accroître. En 1898, il s'élevait à plus de 200 milliards de francs, en 1902, il a dépassé 250 milliards, et, en 1906, 300 milliards (1).

On voit par là qu'elle importance a acquis le chèque en Angleterre. M. Léon Say évalue qu'il entre dans la circulation de ce pays pour 87 0/0. En Amérique il y rentre pour 98,70 0/0.

Dans ce dernier pays la plupart des villes ont leur Clearing-House. Celui de New-York ne comprend pas moins de soixante-dix banquiers.

Le montant des opérations s'élevait en 1899 à près de 474 milliards de francs. New-York figure dans cette somme pour 306 milliards.

---

1. *Bulletin de statistique et législation comparée.*

Il existe en France, depuis 1872, une Chambre de compensation, dont le siège est place de la Bourse à Paris. Elle comprend actuellement treize établissements, dont la Banque de France.

Les différences se règlent au moyen de virements sur cette Banque.

Le chiffre des opérations augmente chaque année. Pendant la première année, il s'est élevé à 1.602.584.727 francs. En 1899, il a dépassé 10 milliards et demi.

Il existe des Chambres de compensation dans la plupart des pays.

En Allemagne, elles furent créées le 14 février 1883, en Autriche, le 2 mars 1872, en Italie, le 19 mai 1881, en Belgique, le 30 juin 1873.

Tel est brièvement résumé l'historique du chèque.

L'usage du chèque augmente constamment en France, ainsi que le constatent les chiffres des opérations effectuées par la Chambre des compensations et qui sont les suivants :

|                |                       |
|----------------|-----------------------|
| 1872-1873..... | 1.602.584.727,51      |
| 1880-1881..... | 4.084.534.785,21      |
| 1889-1890..... | 5.140.959.989,00      |
| 1899-1900..... | 10.655.997.000,76     |
| 1907-1908..... | 26.095.284.461,12 (1) |

---

1. *Bulletin stat. et législ. comparée.*

Les dépôts dans les banques sont également plus nombreux : « C'est ainsi, nous dit M. Chastenet (1), que les sommes déposées au Comptoir d'Escompte passaient de 526 millions en 1900 à 1.016 millions en 1906, ayant presque doublé dans l'intervalle. Les comptes de chèques à la Société Générale, qui étaient de 189 millions en 1898, croissaient à 259 millions en 1902, à 291.151.636 fr. 66 en 1905, à 323.087.783 fr. 41 en 1906 ; le nombre de ces comptes au 31 décembre 1906 était de 146.464 en augmentation de 8.226 sur l'année précédente. »

Cependant le chèque n'a pas encore atteint en France tout le développement désirable, malgré tous les efforts tentés dans ce sens.

Il est loin d'être pratiqué chez nous aussi couramment qu'en Angleterre ou en Amérique. Quelles en sont les raisons ?

En France, le commerçant préfère faire lui-même toutes ses opérations de caisse. Il a l'habitude de conserver chez lui des capitaux souvent importants qui y demeurent improductifs. Il est assez méfiant et s' imagine volontiers que l'argent qu'il ne détient pas est à tout moment en péril. Il aime à en contrôler l'emploi.

En outre, il n'aime pas qu'on s'occupe de ses affai-

---

1. Chastenet. Rapport sur les chèques postaux présenté à la Chambre le 26 février 1908.

res. Il préfère faire lui-même ses paiements en numéraire.

Cette habitude est tellement ancrée dans nos mœurs que nombre d'institutions ont été créées pour la faciliter et la favoriser.

C'est ainsi, nous l'avons déjà vu, que la Banque de France se charge de la plupart des recouvrements. La poste elle-même effectue le recouvrement de nombreuses valeurs.

Mais il existe encore d'autres raisons, d'ordre économique. D'abord le chiffre d'affaires est moins élevé en France qu'en Angleterre.

Ensuite, en France, le numéraire existe en grande quantité.

Signalons enfin que les banques ont leurs établissements et leurs succursales dans les centres importants et que les habitants des campagnes ne peuvent facilement se déranger pour aller y effectuer leurs opérations.

C'est pourquoi la poste avec ses nombreux bureaux, installés jusque dans les plus petites bourgades, serait appelée à rendre les plus grands services pour le fonctionnement des comptes de chèque.

C'est pour ces raisons, pour populariser l'usage du chèque et le développer, qu'on a songé à l'organisation d'un service de chèques et virements postaux.

Ce sont ces idées qui ont amené la création de ce

service en Autriche, en Hongrie, en Suisse, et plus récemment, en Allemagne.

Un vœu a été émis en ce sens en France en janvier 1901, par la Commission nommée par le ministre du Commerce pour étudier la réforme des mandats-poste. Elle proposait de remplacer ceux-ci par le chèque.

Toute personne qui aurait déposé à la caisse d'épargne postale une certaine somme aurait reçu un carnet de chèques pour le montant de cette somme. Au lieu d'expédier de l'argent au moyen de mandat, on enverrait un chèque qui serait payé à vue au destinataire par le bureau de poste.

Cette idée a été reprise et développée, ainsi que nous le verrons plus tard.

On a objecté que la création du service des chèques ne répondait pas à un réel besoin, que les mandats et les bons de poste étaient très suffisants.

L'étude du service dans les différents pays répondra à la première objection ; cette réponse est contenue dans un rapport de M. Kœchlin, conseiller national à Bâle, sur l'institution des chèques postaux en Autriche. Nous le citerons en temps voulu.

Nous trouvons la réponse à la seconde dans le rapport présenté par M. Antide Boyer à la Chambre des députés le 17 mars 1906, au nom de la Commission des Postes et Télégraphes sur la proposition de loi de M. Guillaume Chastenet, relative à la création

des chèques postaux : « Les amis de la routine ne manqueront pas de ne voir là qu'une superfétation au mandat postal. En réalité ce sera fort différent. En effet, pour le mandat il faut d'abord se déranger pour aller quérir le numéraire, et alors commence le long et exaspérant stationnement devant les guichets postaux où public et employés s'énervent quotidiennement et qui a pareillement lieu d'ailleurs au paiement comme à l'émission. »

Cela est si vrai que certaines grandes maisons, qui chaque jour expédient par mandat des fonds considérables, sont obligées d'avoir un employé spécial pour ce service. Que de temps gagné avec le chèque postal qui ne présente pas ces inconvénients. Combien il serait apprécié de tous, mais surtout des petits commerçants pour lesquels une perte de temps est très préjudiciable.

Ajoutons enfin que les mandats et bons de poste sont beaucoup plus coûteux que ne le sera le chèque.

Nous étudierons d'abord le fonctionnement de cette institution dans les pays où elle existe, d'après leur ancienneté : l'Autriche, la Hongrie, la Suisse et l'Allemagne.

Nous examinerons ensuite les projets élaborés en Belgique et en Hollande, et enfin en France.



# Les Chèques et virements postaux dans les différents pays

## CHAPITRE II

### L'Autriche

Le chèque postal ne fut pas créé d'un seul coup en Autriche, et la loi du 19 novembre 1887 qui lui donna l'existence légale ne fut que le résultat, la consécration officielle d'une série d'ordonnances qui l'avaient déjà institué.

Ces ordonnances avaient pour but de populariser et de développer les opérations des caisses d'épargne postales qui venaient d'être créées. Il fallait y attirer la clientèle des petits industriels et petits commerçants, de toutes les personnes enfin trop peu fortunées pour avoir un compte dans les banques.

Les premières ordonnances qui furent prises les 29 octobre et 1<sup>er</sup> décembre 1883 déclarent que toute personne, qui a en dépôt à la Caisse d'Epargne Postale une somme d'au moins 100 florins, peut disposer de son capital au moyen de chèques tirés sur la poste centrale de Vienne.

Le résultat de ces décisions ne se fit pas attendre. « L'ensemble des virements faits aux caisses d'épargne postales en 1884 dépassa près de neuf fois le chiffre atteint en 1883 et le montant moyen de chaque dépôt avait presque quintuplé (1). »

Les ordonnances des 1<sup>er</sup> mai, 1<sup>er</sup> septembre et 6 novembre 1884, toujours dans le même but, élargirent encore le cercle de ces opérations.

En vertu de ces ordonnances les titulaires de livrets pouvaient faire sans se déranger, avec la poste, toutes les opérations que peuvent faire les titulaires de comptes de chèques dans les banques.

Ils pouvaient faire opérer leurs versements à la caisse par l'intermédiaire des facteurs contre remise d'une quittance provisoire, et remise ultérieure d'une quittance définitive. Les mandats-poste qui leur étaient adressés pouvaient, sur leur demande, être portés directement à leur compte. Ils pouvaient encore faire encaisser par la poste le montant de leurs factures et faire payer par elle les sommes dont ils étaient débiteurs. Un nouveau service était enfin ajouté : celui des virements postaux.

La caisse d'épargne devenait ainsi une véritable banque : tous ses titulaires de comptes pouvaient, à

---

1. M. Gariel. « Les chèques et virements postaux en Suisse. » *Revue économique internationale*, 15-20 octobre 1907).

l'aide de simples virements, éteindre leurs créances et leurs dettes réciproques. L'ordre de virement se donnait par un chèque postal qui portait simplement au dos la mention « à porter du crédit du compte... au crédit du compte... »

Mais jusqu'ici l'organisation des chèques postaux est purement administrative. La loi du 19 novembre lui donna une existence légale. Elle complète et réunit les différentes ordonnances qui l'ont précédée et régit encore aujourd'hui cette institution. Elle n'a subi que de légères modifications de détail résultant d'ordonnances prises en vue de son perfectionnement.

Elle est intitulée : « Loi du 19 novembre 1887, modifiant la loi du 28 mai 1882 et organisant le service des chèques et virements de la Direction de la Caisse d'Epargne Postale ». (La loi du 28 mai 1882 est spéciale au service de la caisse d'épargne postale).

Les premiers articles indiquent quels sont ceux de la précédente loi qui sont modifiés.

Elle établit ensuite la distinction du service entre la caisse d'épargne et le service des chèques :

ART. 3. — « Le service des chèques et virements, assuré par la caisse d'épargne demeure séparé du service d'épargne en ce qui concerne la gestion et la comptabilité. »

## I. — OUVERTURE DES COMPTES

« La participation au service des chèques, dit l'article 3, avec ou sans adhésion au service des liquidations, est autorisée par la Caisse d'Epargne Postale contre versement d'une provision. La Caisse d'Epargne ouvre un compte à chaque adhérent. »

Il suffit donc pour se faire ouvrir un compte d'en faire la demande et de verser une provision. Toute personne, physique ou morale, peut se faire ouvrir un compte : les particuliers, les maisons de commerce et d'industrie, les administrations civiles, les sociétés et les corporations.

Avec ce compte on peut effectuer deux catégories d'opérations :

1<sup>o</sup> Des versements au crédit du titulaire, acceptés par tous les bureaux de poste ;

2<sup>o</sup> Des paiements faits par le titulaire sur son crédit disponible.

« Toutes ces opérations sont centralisées à la Caisse d'Epargne de Vienne, dont les bureaux de poste de l'Empire, dit M. Chastenet, sont les correspondants. »

Le simple fait d'être inscrit au service de chèques entraîne adhésion au service de liquidation ou virements. Le titulaire qui ne veut pas participer à ces opérations doit en exprimer la volonté d'une façon formelle.

La demande d'ouverture d'un compte est assez semblable à la demande qu'on fait en France pour avoir un livret de caisse d'épargne. Tous les bureaux de poste participant au service délivrent gratuitement des formules à cet effet qui, une fois remplies, sont remises au guichet du bureau pour être transmises à la caisse d'épargne. On peut l'adresser directement à cette dernière.

Cependant la Direction de la caisse d'épargne peut refuser, sans avoir à motiver son refus, de laisser une personne quelconque participer au service des chèques et des virements (art. 4.)

Si, au contraire, elle agréé la demande, elle en avise l'intéressé qui doit alors verser, dans le délai d'un mois, un dépôt fondamental de 100 couronnes (105 francs) qui constitue la provision. Ce dépôt était de 200 couronnes avant 1901.

Le titulaire peut, du reste, verser ce dépôt en même temps qu'il fait sa demande, en remplissant les feuilles de versement qui sont jointes à la formule de déclaration d'adhésion.

Cette provision demeure en la possession de la caisse d'épargne postale aussi longtemps que le titulaire participe au service des chèques, et éventuellement des liquidations. Elle doit toujours être versée en numéraire (art. 5).

La caisse d'épargne adresse à l'adhérent en même temps que l'avis d'ouverture du compte, trois for-

mules sur lesquelles seront apposées les signatures des personnes qui auront droit de disposer par chèque de l'avoir du compte.

Ces formules, une fois remplies, doivent être retournées à la caisse d'épargne. Elles y sont classées dans l'ordre alphabétique des signatures et resteront valables jusqu'à ce que le titulaire du compte ait fait connaître par écrit à l'administration la cessation des droits des signataires.

De même s'il se produisait des changements parmi ces signataires, s'il en était ajouté d'autres, le titulaire du compte devrait adresser à l'administration de nouvelles formules portant la signature de ces nouvelles personnes. « L'office postal de Vienne, nous dit M. Hector Denis, dresse la liste de toutes les personnes qui ont adhéré au service du Clearing ; cette liste est livrée à l'impression et peut être reçue par abonnement avec des suppléments publiés à des intervalles irréguliers, au prix de 1 florin par an. »

C'est, du reste, à peu près ainsi que procède en France l'Administration des téléphones pour les listes des abonnés.

## II. — VERSEMENTS SUR LES COMPTES

Le titulaire d'un compte peut effectuer des versements sur ce compte de quatre façons :



Coupon }  
Talon } 0

den }  
le } 190

Erlagschein  
Bulletin de versement

pr. }  
de }  
gesendet an : }  
envoyé à : }

Empfangschein—Bulletin de dépôt Nr. }  
No. } 0

über eine Einlage von } d. i. :  
d'un versement de } c. -& d. }

Francs

auf das Checkkonto bei dem  
k. k. Postsparkassen-Amt in Wien, Nr.  
sur le compte de chèques  
à la Caisse d'Épargne Postale à Vienne, No.  
Containhaber : — Titulaire du compte courant :

800.000

JOSEPH FISCHER, JÄGERNDORF

Muster—Spécimen

Unterschrift des Postbeamten :  
Signature de l'agent postal :

(RECTO)

Nr. }  
No. } 0

Ungerechnet in  
K h

Erlagschein-Bulletin de versement

über eine Einlage von } fr. } c.  
de la somme de }  
gелеistet durch }  
payée par }

Wohnhaft in }  
domicilié à }  
auf das Checkkonto bei dem k. k. Postsparkassen-Amt  
in Wien  
pour le compte de chèques à la Caisse d'Épargne  
Postale de Vienne, No.

800.000

Muster—Spécimen

Poststempel :  
Timbre de la poste :

Nr. }  
No. } 0

Ungerechnet in  
k h

Buchungsschein—Bulletin d'inscription au compte

Von der Partei  
auszufüllen  
A remplir par  
le payeur  
Einlage  
Versement } fr. } c.  
gелеistet durch }  
effectuée par }

Conto-Nr.  
No du compte courant  
800.000

Muster—Spécimen

Poststempel :  
Timbre de la  
poste :

Diese Scheine sind durch den Postbeamten abzutrennen und mit der Tagesrechnung an das  
k. k. Postsparkassen-Amt einzusenden.  
Ces deux bulletins doivent être détachés par l'agent postal et envoyés avec le compte  
journalier à la Caisse d'Épargne Postale.

- 1° Au moyen de feuilles de versement ;
- 2° Au moyen de mandats-poste ;
- 3° Au moyen de transferts au crédit d'un compte des paiements assignés par chèque sur un autre compte (service du Clearing) ;
- 4° Par inscription au crédit d'un compte du montant d'opérations effectuées par la caisse d'épargne sur l'ordre du titulaire du compte.

1° *Versements au moyen de feuilles de versements.* — La poste délivre à tout titulaire de compte des carnets qui contiennent un certain nombre de bulletins, dont le prix est de 2 hellers chaque.

Le bulletin est divisé en trois parties (voir modèle ci-contre).

La personne qui désire effectuer un versement au compte d'un abonné, que ce soit cet abonné lui-même ou un de ses débiteurs, remplit les trois parties du bulletin et verse la somme au guichet d'un des bureaux participant au service.

La première partie est le bulletin de dépôt. Elle est rendue à la personne qui effectue le versement et lui sert de reçu, après que l'agent de la poste y a apposé sa signature et le timbre à date.

La seconde partie est le bulletin de versement. Il est adressé d'abord à la caisse d'épargne postale en même temps que la troisième partie, pour être passé en écriture au profit du compte. La caisse porte la somme versée à l'avoir du titulaire et lui

transmet ce bulletin de versement, comme preuve du paiement effectué à son nom, avec un extrait de son compte.

Enfin la troisième partie est le bulletin d'inscription au compte. Elle est conservée par la poste et destinée à la comptabilité.

Sur le verso du bulletin de versement se trouve une place réservée à une correspondance éventuelle. La personne qui effectue le versement doit, si elle veut en faire usage, l'affranchir avec un timbre de 5 keller.

Les bulletins ne doivent porter ni surcharges ni ratures, ni grattages, sous peine d'être refusés par la poste. Celle-ci refuse, en outre, ceux qui portent des inscriptions illisibles, sont salis ou détériorés.

2° *Versements au moyen de mandats-poste, d'envois contre remboursement ou d'envoi de recouvrements.* — Le titulaire d'un compte peut faire verser directement au crédit de son compte les sommes qui lui sont adressées par mandats-poste.

Il doit pour cela remettre au bureau de poste de l'endroit où il habite : 1° une procuration établie à cet effet ; 2° un certain nombre de feuilles de versement portant le numéro de son compte.

En vertu de ces pièces, le montant de tout mandat qui arrivera à son adresse sera versé au crédit de son compte à la caisse d'épargne. En outre, le bureau de poste lui fera parvenir à son domicile, sous pli

fermé, les coupons détachés des mandats-poste et les bulletins de dépôt.

Au lieu de procéder de cette façon les titulaires de compte peuvent, s'ils le préfèrent, faire adresser directement à la caisse d'épargne les mandats-poste délivrés à leur profit. Leur adresse personnelle doit dans ce cas être remplacée par la suivante :

A la Caisse d'épargne Postale I. R. pour être portée à l'avoir du compte n°... de M... à Vienne.

Ou bien : A la Caisse d'Epargne Postale I. R. pour M... à N... à Vienne.

Le titulaire, outre les mandats, peut encore, sur sa demande, faire porter au crédit de son compte le montant des sommes provenant de recouvrements faits à son profit ou d'envoi contre remboursement.

Il doit, dans ce cas, apposer la mention suivante « montant à porter à l'avoir du compte n°... de M... à la Caisse d'Epargne Postale I. R. » au bas du bordereau de recouvrement, ou immédiatement après l'indication du montant du remboursement.

3° *Versement au moyen de transfert au crédit d'un compte des paiements assignés par chèque sur un autre compte.* — Il se produit assez souvent, comme dans les comptes de chèques ordinaires que le débiteur d'un titulaire de compte de chèques postaux soit lui-même titulaire d'un de ces comptes.

Il peut alors, au lieu de se servir d'un des modes de versement que nous venons d'étudier, faire passer

directement le montant de sa dette au crédit du compte de son créancier en établissant à la fois un chèque et un bulletin de versement.

Il porte en ce cas sur le chèque émis par lui la mention suivante : « Pour effectuer le versement sur le bulletin de versement ci-joint. »

Il présente lui-même ensuite, ou adresse par la poste, ces deux pièces à la caisse d'épargne postale.

Celle-ci effectue alors le virement en portant le montant du chèque au débit de celui qui l'a émis et au crédit du compte dont le numéro figure sur le bulletin de versement.

Le bulletin de dépôt, régularisé, est rendu au tireur ou lui est retourné avec un extrait de son compte.

Un titulaire de compte, débiteur à la fois de plusieurs autres titulaires de comptes, n'est pas obligé d'établir un chèque pour chacun d'eux. Il établira autant de bulletins de versement que de comptes auxquels il voudra verser, mais il n'émettra qu'un seul chèque pour le total de ses versements.

Il indiquera en outre sur un bordereau spécial le numéro des comptes auxquels il désire verser, avec, en regard de chacun, le montant du versement et fera le total.

Ce chèque collectif devra dans ce cas porter l'indication ci-dessous :

« Pour effectuer le versement sur les bulletins de versement ci-joints. »

Notons ici qu'aucun maximum n'est fixé pour les chèques émis à fin de versement. Ceux à fin de paiement ne peuvent être émis pour plus de 20.000 kr.

4° *Versements par inscription au crédit d'un compte du montant d'opérations effectuées sur l'ordre du titulaire du compte.* — L'adhérent au service du chèque peut faire effectuer une série d'opérations par la caisse d'épargne postale et porter le produit de ces opérations à son avoir. Ces opérations sont énumérées dans l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 1897 : « Recouvrements de lettres de change de tous genres, acceptées ou non acceptées, d'assignation de lettres de crédit, d'un montant fixe et émises à ordre, ainsi que des factures ; d'obligations de la dette publique d'Autriche et d'autres emprunts ; de cédulas hypothécaires ; d'obligations à primes et recouvrements de coupons d'intérêt et de dividendes ; paiement de pièces d'or et d'argent, de billets de banque étrangers. »

### III. — PAIEMENTS ASSIGNÉS SUR LES COMPTES.

#### DES CHÈQUES POSTAUX

Le titulaire d'un compte qui veut effectuer des paiements dispose des sommes portées au crédit de ce compte au moyen de chèques postaux. Ces chèques doivent être établis sur des formules officielles spéciales, délivrées par la caisse d'épargne

postale. Elles sont réunies par carnet de 50 feuilles dont le prix est de 3 kr.

Nous empruntons à M. Chastenet (rapport précité) le modèle ci-contre du chèque postal.

Comme les banques, la caisse d'épargne postale avant de les remettre au titulaire inscrit sur les chèques le nom et l'adresse de celui-ci, le numéro du compte et un numéro d'ordre.

Nous avons vu que, lorsqu'une personne désirait se faire ouvrir un compte, elle devait signer une déclaration d'adhésion. C'est sur cette déclaration qu'est faite la première demande de carnet de chèque. L'adhérent en verse le prix en remettant son bulletin de versement. Lorsque ce premier carnet est épuisé il en demande un autre au moyen d'une formule établie à cet effet et qui lui est remise par la caisse d'épargne. Le prix du carnet est alors porté au débit du compte.

Les demandes de carnet doivent être signées soit par le titulaire du compte, soit par les personnes qui ont le droit de disposer de l'avoir du compte, et dont les signatures figurent sur les formules qui ont été déposées lors de l'ouverture.

Lorsqu'un carnet est perdu ou volé, le titulaire doit en avertir immédiatement la caisse d'épargne afin de prévenir tout paiement irrégulier dont il supporterait les conséquences.





Le chèque ne doit naturellement pas être tiré pour une somme dépassant le crédit du compte.

En outre, ainsi que nous l'avons déjà signalé, un chèque à fin de paiement ne peut être créé pour plus de 20.000 couronnes. Celui à fin de virement est illimité.

Le paiement d'un chèque créé dans les conditions ci-dessus serait refusé et le titulaire, en cas de récidive, pourrait se voir fermer son compte.

Nous avons vu que le chèque portait le numéro du compte. Il ne peut être émis que pour ce compte soit par le titulaire, soit par les personnes qui y sont autorisées et doit porter la signature du tireur. Cette signature doit toujours être manuscrite et être apposée à l'encre ; le chèque peut, au contraire, être écrit avec un procédé quelconque : lithographie, machine à écrire ou autre.

Le chèque doit, en outre, conformément aux indications de la formule, contenir : l'indication du lieu, de l'année, du mois et la date du jour de l'émission. Le montant doit être inscrit en lettres et en chiffres.

Pour éviter qu'on puisse après coup, et dans une intention frauduleuse majorer le montant du chèque, on se sert d'un moyen qui rappelle celui employé pour nos mandats-poste français.

A la droite de la formule que nous avons reproduite on peut voir un tableau qui comporte cinq séries horizontales de chiffres. La première ne comprend

qu'un seul chiffre, le chiffre 1. Elle représente les dizaines de mille. Les autres comprennent tous les chiffres de 1 à 9.

La seconde représente les mille, la troisième les centaines, la quatrième les dizaines et enfin la dernière les unités.

Lorsqu'un chèque est émis, le créateur qui a écrit la somme en toutes lettres dans la partie filigranée, découpe tous les chiffres inutiles, de façon qu'il ne reste que ceux correspondant à la somme écrite. Ainsi le règlement des chèques postaux donne comme exemple un chèque émis pour une somme de 11.460 kr.

On laissera intact le chiffre 1 de la première case ; on supprimera : tous les chiffres sauf le premier de la seconde ; les chiffres 5, 6, 7, 8 et 9 de la troisième ; les chiffres 7, 8 et 9 de la quatrième et tous les chiffres de la cinquième. Il restera donc : 1 dizaine de mille, 1 mille, 4 centaines, 6 dizaines et 0 unité qui correspondent bien à la somme de 11.460.

Cet exemple démontre d'une façon très claire et très simple la façon de procéder.

Comme les feuilles de versement, les chèques ne doivent comporter ni grattages, ni ratures, ni surcharges.

Les chèques postaux sont payés à vue (ils ne doivent pas, sous peine de nullité indiquer une date d'échéance) contre *présentation* seulement à la caisse

d'épargne postale, quatre jours au plus tard après leur émission. Si le quatrième jour tombe un dimanche ou un jour férié, le chèque peut valablement être présenté le lendemain.

Le payement d'un chèque présenté après l'expiration de ce délai peut être refusé.

Le chèque postal peut, comme le chèque ordinaire, être créé au porteur ou nominatif. Mais là s'arrête la similitude, car il ne peut être créé sous une autre forme, à ordre par exemple.

Le chèque au porteur, est celui qui ne porte pas de nom de bénéficiaire. Il peut circuler de mains en mains et chaque porteur peut :

1<sup>o</sup> Se présenter au bureau des chèques postaux de Vienne où il lui est payé à vue (à condition bien entendu que le crédit du compte soit suffisant) ;

2<sup>o</sup> L'envoyer à ce bureau qui lui en renverra le montant en mandat-poste ou par lettre chargée suivant la demande qu'il aura faite au verso du chèque. Les frais d'envoi sont déduits ;

3<sup>o</sup> S'il est lui-même abonné aux comptes de chèque, l'envoyer au bureau de Vienne avec ordre de le virer à son compte. Il doit dans ce cas encore en écrire la demande au verso du chèque.

Le chèque nominatif est celui qui est tiré au profit d'une personne expressément désignée qui peut seule le toucher.

Cette personne peut être le tireur lui-même. Le

nom du bénéficiaire doit être porté entre la somme en lettres et la signature du titulaire. Il doit en outre porter l'adresse très précise du bénéficiaire, ou tout au moins, pour les petites localités, l'indication du bureau de poste le plus proche.

Le paiement des chèques nominatifs s'effectue des différentes façons suivantes : Si le bénéficiaire est lui-même titulaire d'un compte il peut faire virer à son compte le montant du chèque.

Ce virement est même effectué de plein droit à moins de stipulation contraire résultant par exemple de la mention « à payer comptant ».

Le tireur reçoit ensuite du bureau de Vienne un coupon de paiement ou de virement l'avertissant que l'opération est accomplie.

De son côté le destinataire reçoit ou le paiement du chèque ou un coupon de virement l'avertissant que le montant a été porté au crédit de son compte.

Le virement avons-nous dit est effectué de plein droit sauf : si le chèque, par une mention « à payer comptant » indique une volonté contraire ; s'il a été stipulé au moment de l'ouverture du compte que tous les chèques seraient payés comptant et non virés au crédit du compte ; enfin si le titulaire du compte a refusé son adhésion au clearing.

Dans ces différents cas et dans celui où le bénéficiaire du chèque ne serait pas un adhérent au

compte le payement peut être effectué de deux façons :

a) A l'intérieur du pays au moyen d'un bon de caisse délivré pour le montant de la somme portée sur le chèque. Ce bon de caisse est payé par le bureau de poste le plus proche du domicile du bénéficiaire, après justification de son identité. Le délai d'encaissement est de deux mois à compter du jour de l'émission.

b) En dehors du pays par mandat-poste ou lettre chargée sur demande spéciale inscrite au verso du chèque.

#### IV. — FERMETURE DU COMPTE

Le compte peut être fermé nous dit l'article 4 de la loi « à la suite d'une dénonciation que l'une des deux parties (le titulaire du compte ou la Direction de la Caisse d'Épargne Postale) peut formuler en tous temps ».

Le titulaire qui retire son adhésion doit adresser par écrit une déclaration à l'administration. Celle-ci lui rembourse l'avoir de son compte, y compris la provision au plus tard dans les quinze jours qui suivent la remise de la dénonciation, contre restitution des feuilles de versement et des formules de chèque non utilisées.

## V. — INTÉRÊT SERVI PAR LA CAISSE

Le taux de l'intérêt pour les dépôts est, conformément à l'article 6 de la loi, de 2 0/0. Il est payé sur la totalité de la somme qui figure au crédit du compte, y compris la provision.

Il court du 1<sup>er</sup> ou du 16 de chaque mois, après le jour de l'inscription au compte. Le mois pour le calcul de l'intérêt est considéré comme ayant trente jours. L'intérêt est capitalisé à la fin de chaque année. Il cesse de courir à partir du 1<sup>er</sup> ou du 16 qui précèdent la dénonciation.

Le gouvernement, dit l'article 6, peut décider que les versements ci-dessus et particulièrement les provisions ne seront nullement productifs d'intérêts ou qu'ils ne seront productifs qu'en partie seulement.

## VI. — EMPLOI DES CAPITAUX

La Direction de la caisse d'épargne postale doit, d'après l'article 7 de la loi, conserver toujours sur les capitaux lui parvenant et intéressant le service des chèques et virements, une somme suffisante en espèces pour répondre aux besoins probables.

L'excédent est placé à intérêt, mais de façon qu'il reste suffisamment libre pour que l'on puisse en

tous temps et facilement opérer les prélèvements utiles pour faire face aux exigences du service.

Cet excédent peut être employé (art. 7 de la loi) :

« 1° A l'achat de bons hypothécaires partiels (bons de sannergie) ;

« 2° A des placements en comptes courants et à brève échéance dans les banques ;

« 3° A des prêts contre dépôt en garantie de valeurs de la dette publique unifiée et de la dette publique des différents royaumes et pays représentés au Reichsrath, de valeurs autrichiennes sur lesquelles la Banque Austro-Hongroise peut elle-même en vertu de ses statuts, opérer des prêts ; enfin d'actions et de cédules hypothécaires de la Banque Austro-Hongroise ;

« 4° A l'escompte des coupons des effets mentionnés au paragraphe 3 ainsi que des lots d'Etats Autrichiens sortis au tirage et remboursables qui appartiennent à la catégorie désignée au paragraphe 3 et enfin à l'escompte de mandats de restitution de l'impôt ;

« 5° A l'escompte de traites qui sont déjà escomptées par une banque, par une caisse d'épargne ou par un établissement coopératif d'avances ou de crédit enregistré en vertu de la loi du 9 avril 1873 ;

« 6° A l'achat de titres de la dette publique, d'obligations hypothécaires et d'obligations de priorité

autant que ces effets se prêtent aux termes du paragraphe 3 à des opérations de prêt.

« Les prêts mentionnés au paragraphe 3 se feront pour trois mois au plus. En outre, les valeurs escomptées aux termes du paragraphe 4 et les traites à prendre à l'escompte aux termes du chiffre 5 devront être payables sur le territoire des royaumes et pays représentés au Reichsrath dans un délai maximum de trois mois. Pour le choix des effets qui donneront lieu à des prêts ou à des achats, pour la fixation du chiffre des prêts, pour la désignation des établissements avec lesquels la caisse d'épargne postale entrera en relations aux fins des opérations de placement mentionnés aux paragraphes 2 et 5, on devra se mettre d'accord avec le ministère des Finances. »

## VII. — TAXES AUXQUELLES SONT ASSUJETTIES LES OPÉRATIONS

Les mandats (chèques émis dans le service des chèques et virements) sont, nous dit l'article 8 de la loi, soumis au seul droit fixe de 2 krs par unité (c'est-à-dire un droit de timbre de 2 krs par carnet de chèque de 50 feuilles). Les autorités publiques et administrations qui jouissent de l'exemption du droit de timbre peuvent recevoir sur leur demande des formules de chèques sans timbre par carnet de 50 au prix de 1 kr.

Le service des chèques est soumis, en outre, aux taxes suivantes.

1° Taxe fixe de 4 heller (0 fr. 042 pour toute opération effectuée sur un compte courant (versements, mandats, passations en écriture au crédit ou au débit (art. 9) ;

2° Taxe proportionnelle ou commission de  $\frac{1}{4}$  0/00 pour les opérations passées au débit jusqu'à 6.000 couronnes et de  $\frac{1}{8}$  0/00 pour les sommes supérieures. Cette commission n'est pas due cependant pour toutes les opérations. Certaines en sont exceptées : les virements de comptes, les envois par mandats-poste, les achats de valeurs publiques, les déductions faites par la caisse sur un compte pour droits de commission, affranchissements, etc.

L'administration, en outre, se fait rembourser les frais d'impression des formules de chèques et des certificats de dépôt (2 keller).

L'article 10 de la loi prescrit enfin qu'il est formé au moyen des bénéfices un fonds de réserve spécial destiné en premier lieu à compenser les pertes résultant éventuellement de ce service.

Lorsque le fonds de réserve a dépassé 5 0/0 des versements restés dans la caisse du service des chèques et virements postaux, l'excédent vient augmenter les recettes du département des postes.

Voilà comment fonctionne en Autriche le service des chèques et virements postaux.

Ce service a-t-il été bien accueilli du public ? rend-il les services qu'on attendait de lui ?

La réponse à ces questions est donnée :

1<sup>o</sup> Par les résultats obtenus, constatés par les statistiques de la caisse d'épargne d'Autriche que nous reproduirons plus loin ;

2<sup>o</sup> Par le rapport fait sur l'institution des chèques postaux en Autriche par M<sup>e</sup> Kœchlin, conseiller national à Bâle, qui contient les impressions d'un observateur impartial qui a apprécié d'une manière très nette l'importance de cette institution.

« Ce service, au cours de quelques années, dit-il, est tellement entré dans les mœurs que l'on ne pourrait croire à la possibilité, sans lui de la vie commerciale en Autriche. Les appréciations de toute une série de commerçants, grands et petits, sont unanimes pour reconnaître que le service postal des chèques et des virements constitue une institution grandiose dont aucun commerçant ne pouvait se passer après s'en être une fois servi.

« Une grande quantité de factures, quoiqu'il ne s'agisse pas de la majorité d'entre elles, sont encaissées en Autriche par l'entremise des chèques et virements postaux.

« La procédure est fort simple » et plus loin « ce mode de paiement n'est pas seulement fort simple pour le client ; il est, en outre, plus sûr et moins coûteux que n'importe quel autre système. Il économise

le port pour les mandats et envois de numéraire ; il dispense même le client d'aviser le fournisseur du paiement effectué, puisque ledit fournisseur est informé par Vienne. Les clients qui font des achats réguliers reçoivent de leurs fournisseurs de cinquante à cent certificats de dépôt d'un seul coup et ils font successivement usage de ces certificats. Avec ce mode de paiement on peut, bien plus exactement qu'avec les mandats et les groups régler ce qui revient aux fournisseurs, car il n'y a pas lieu d'opérer, là, quelque déduction pour le port, contrairement à ce qui se pratique avec les autres envois. Le propriétaire d'une importante maison de commerce nous a déclaré que ce mode de paiement, à la fois fort simple et peu coûteux, lui économise au moins un employé.

« Les voyageurs de commerce, chargés des recouvrements, peuvent chaque soir verser dans un bureau de poste quelconque, sans avoir à payer de port, l'argent par eux encaissé et le faire porter à Vienne, au crédit de leur maison.

Les personnes habitant dans les hameaux éloignés ou dans des fermes isolées, quand elles ont une facture à payer, remettent tout simplement l'argent (jusqu'à 1.000 couronnes) au facteur rural qui leur délivre un récépissé provisoire et qui rapporte à la tournée suivante, le reçu définitif. Par suite, l'expé-

diteur qui peut habiter à une grande distance du bureau de poste n'a pas à se déplacer.

« Les associations peuvent, sans formalité compliquée, encaisser les cotisations de leurs sociétaires : il suffit qu'elles mettent à la disposition de ces derniers des certificats de dépôt en conformité avec lesquels les versements ont lieu au plus prochain bureau de poste. De même pour les compagnies d'assurances relativement à la perception des primes ; de même pour les journaux relativement à l'encaissement des abonnements, etc. Ce sont là toutes sortes de commodités que l'on ne saurait dédaigner. »

Plus loin encore : « De cette manière... s'effectue la plus grande partie des paiements que nécessitent les transactions intérieures d'Autriche, tout au moins dans les cercles commerciaux et industriels.

« Un très grand nombre de fabriques paient régulièrement les ouvriers via Vienne.

« Elles émettent un chèque en leur faveur, l'envoient en franchise à Vienne et en demandent le paiement dans un bureau de poste déterminé où elles retirent le numéraire correspondant pour le jour de paie.

« L'établissement de Vienne effectue les opérations utiles avec une très grande célérité. Ainsi un chèque expédié le mercredi de Bregenz à Vienne est payable le vendredi suivant. C'est là un système éminemment simple, qui permet aux commerçants de ne garder dans leur caisse qu'une minime quan-

tité d'espèces. Le petit commerce a à peine besoin de recourir à d'autres institutions financières, tout au moins pour ses transactions intérieures, car la Direction de la caisse d'épargne de Vienne pourvoit en outre à l'encaissement des traites, et à l'achat des papiers d'Etat autrichiens. Quant aux grandes maisons, elles ne peuvent absolument pas se dispenser de recourir aux services d'une banque en raison du faible taux d'intérêt que le service postal de Vienne leur donnerait sur leurs sommes importantes en dépôt.

« Les banques sont également indispensables pour le commerce d'exportation.

« Si ce service est si bien entré dans les mœurs en Autriche, c'est surtout, il faut le reconnaître, parce qu'il est exécuté par le bureau central de Vienne. Tous les commerçants et industriels sont prodiges de leurs éloges à l'égard de l'institution. Les erreurs sont peu nombreuses et rares. Après chaque opération, l'on transmet le même jour aux titulaires des comptes un extrait de leur compte avec l'indication de leur avoir.

« Naturellement avec son service de chèques et de virements, la poste fait une certaine concurrence aux banques ; mais cette concurrence n'est pas aussi importante que l'on serait tenté de le croire. Notons d'ailleurs que les banques autrichiennes elles-mêmes reconnaissent la haute valeur du service postal qui

leur fait concurrence. Une des grandes banques de Vienne s'exprime à son sujet dans les termes suivants :

« Sans doute le service des chèques assuré par la caisse d'épargne postale fait concurrence, à certains points de vue, aux banques ; cependant, d'après nos constatations et expériences, le même service comporte des commodités et des avantages pour les banques elles-mêmes, en sorte que l'on ne saurait nourrir des doutes sur l'utilité et l'opportunité d'une pareille institution au double point de vue général et particulier. Le fonctionnement de cette institution en Autriche peut être considéré comme absolument satisfaisant. »

« Cette centralisation de toute cette vaste comptabilité à l'office central de la caisse d'épargne à Vienne, dit M. Hector Denis, professeur à l'Université libre de Bruxelles, est le fondement du système, le gage de la régularité du service, de la certitude du contrôle, malgré une complexité inévitable d'opérations et d'écritures. Cette complexité cependant n'entraîne pas de lenteurs vraiment préjudiciables. Le chiffre croissant des opérations fait foi de la faveur de plus en plus grande du public, et témoigne plus que tous les raisonnements de l'utilité de l'institution. Le coefficient d'erreur est insignifiant et la fraude n'a pu jusqu'ici réussir à troubler même le fonctionnement de cet admirable appareil de circulation. L'office central est mis tous les jours en rapport avec

plus de 4.000 bureaux de poste qui lui transmettent des plis renfermant les *empfang erlag scheine*, les titres et tous les documents qui lui ont été présentés. Le dépouillement de cette immense correspondance est simplifiée par la machine. Tous ces documents sont enfermés dans de grandes enveloppes de dimension uniforme que l'on ouvre par paquets en en coupant les bords à l'aide de hachoirs mécaniques ».

Notons enfin qu'en Autriche le paiement des impôts peut être effectué par chèque postal.

Mais aucune démonstration ne serait aussi éloquente que les chiffres que nous publions ci-dessous. Ces tableaux sont empruntés à l'ouvrage de M. Chevauchez. (*Traité sur les chèques postaux*, p. 43 à 45).

L'administration des chèques et virements postaux paraît avoir produit de bons résultats financiers.

« La somme d'intérêt retirée de l'argent déposé « dans les caisses de Vienne, dit M. Gariel (art. précité), dépassait pour l'exercice 1905 de 5.500.000 la somme des intérêts payés aux déposants ; les taxes rapportaient 3.600.000. Les dépenses de régie atteignaient 4.600.000, en sorte que le service réalisait un boni de 4.300.000.

## NOMBRE DE COMPTES COURANTS

| Années | Comptes<br>ouverts<br>dans l'année | Comptes<br>ouverts<br>l'année pré-<br>cédente | Comptes<br>soldés<br>dans l'année | Comptes<br>soldés<br>les années<br>précédentes | Comptes<br>restant<br>ouverts | Augmentation<br>sur l'année<br>précédente |
|--------|------------------------------------|-----------------------------------------------|-----------------------------------|------------------------------------------------|-------------------------------|-------------------------------------------|
| 1903   | 6.864                              | 72.056                                        | 1.679                             | 20.203                                         | 57.038                        | 5.185                                     |
| 1904   | 7.209                              | 78.920                                        | 1.918                             | 21.882                                         | 62.329                        | 5.291                                     |
| 1905   | 7.600                              | 88.154                                        | 2.125                             | 25.925                                         | 67.804                        | 5.475                                     |

## PROFESSIONS DES TITULAIRES

|                               | 1903   | 1904   | 1905   |
|-------------------------------|--------|--------|--------|
| Commerçants.....              | 18.787 | 20.386 | 21.780 |
| Fabriques, industries.....    | 7.199  | 7.418  | 7.662  |
| Sociétés et corporations..... | 4.841  | 5.603  | 6.453  |
| Artisans.....                 | 4.592  | 5.479  | 6.410  |
| Avocats.....                  | 1.959  | 2.079  | 2.200  |
| Autorités.....                | 1.882  | 2.039  | 2.084  |
| Rentiers.....                 | 1.334  | 1.649  | 2.074  |
| Notaires.....                 | 345    | 353    | 384    |

## DOMICILE DES TITULAIRES DE C/C

|                                  | 1903   | 1904   | 1905   |
|----------------------------------|--------|--------|--------|
| Autriche.....                    | 55.311 | 60.320 | 65.587 |
| Hongrie, Bosnie-Herzégovine..... | 954    | 1.080  | 1.129  |
| France.....                      | 18     | 19     | 19     |
| Autres pays étrangers.....       | 755    | 910    | 1.069  |
|                                  | 57.038 | 62.329 | 67.804 |

## VERSEMENTS (Couronnes)

|                                                        | 1903             | 1904             | 1905             |
|--------------------------------------------------------|------------------|------------------|------------------|
| En espèces.....                                        | 3.747.767.871 49 | 4.036.925.075 75 | 4.377.953.864 27 |
| En mandats-poste.....                                  | 79.486.462 55    | 85.945.074 27    | 88.196.032 78    |
| En bons sur le Clearing.....                           | 2.837.605.209 42 | 3.164.664.578 19 | 3.522.693.173 43 |
| En coupons d'intérêts échus.....                       | 1.117.691 02     | 1.367.314 71     | 1.646.405 60     |
| En transferts de la Caisse p <sup>ie</sup> de Hongrie. | 118.372.732 40   | 132.928.686 61   | 143.581.428 21   |
|                                                        | 6.784.349.966 88 | 7.421.830.729 53 | 8.134.070.904 29 |

## REMBOURSEMENTS (Couronnes)

|                                                                     | 1903             | 1904             | 1905             |
|---------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|------------------|
| Chèques au porteur.....                                             | 1.815.849.670 28 | 2.101.717.273 40 | 2.145.530.643 58 |
| Mandats de paiement de l'office de la Caisse d'Epargne postale..... | 1.791.730.405 29 | 1.919.639.698 51 | 2.024.572.593 93 |
| Mandats de poste.....                                               | 15.142.125 26    | 13.582.710 22    | 13.536.339 96    |
| Titres.....                                                         | 54.217.424 02    | 60.322.837 44    | 62.798.534 35    |
| Papiers de l'Etat.....                                              | 7.097.924 62     | 8.213.353 41     | 10.029.099 18    |
| Transferts sur la Caisse d'Epargne postale                          | 2.837.605.209 42 | 3.164.664.578 19 | 3.522.693.173 43 |
| Transferts sur la Banque Austro-Hongroise                           | 253.042.211 61   | 268.185.788 93   | 310.052.792 45   |
|                                                                     | 6.774.684.970 50 | 7.436.326.240 10 | 8.089.213.177 08 |

NOTA. — L'excédent des retraits constatés en 1904 serait dû à des remboursements extraordinaires demandés par l'Administration des Finances.

## A VOIR MOYEN D'UN C/C

Fin 1903..... 4.743 couronnes | Fin 1904..... 4.152 couronnes | Fin 1905..... 4.521 couronnes



## CHAPITRE III

### Hongrie

La Hongrie, devant le succès obtenu en Autriche par l'organisation des chèques et virements postaux, voulut l'introduire chez elle.

Reconnaissant que cette organisation fonctionnant avec le concours intime de la caisse d'épargne postale était sa plus grande chance de succès, elle rattacha également chez elle le nouveau service à la caisse d'épargne postale qui existait depuis 1885.

Institué par la loi 34 de 1889, il commença à fonctionner le 1<sup>er</sup> janvier 1890.

Son organisation et son fonctionnement sont absolument semblables au système autrichien :

A peine pourrait-on signaler quelques différences de détail, trop peu importantes pour que nous nous y arrêtions. Bornons-nous à rechercher les résultats obtenus.

En 1890 le nombre des titulaires de comptes s'élevait à 910. Depuis cette époque il ne cesse de s'accroître.

En 1892 il atteint le chiffre de 1.938, en 1894, 3.181, en 1897, 5.244, en 1902, 8.767, en 1904, 12.262 et, en 1905, 13.581.

En l'espace de quinze ans, le nombre des titulaires de comptes est donc devenu quinze fois plus grand. C'est là un fort beau résultat.

Notons cependant que les virements n'ont pas la même importance qu'en Autriche. Voici du reste les résultats constatés par les chiffres. (M. Chevauchez, ouvrage précité, p. 51-53.)

« Sur les 13.581 titulaires, 74,31 o/o, soit 10.092, ont adhéré au service du clearing.

« Le pourcentage des titulaires, par profession, s'établit ainsi :

|                                  | En 1904  | En 1905   |
|----------------------------------|----------|-----------|
| Commerçants . . . . .            | 33,7 o/o | 34,6 o/o  |
| Industriels . . . . .            | 26,2 o/o | 25,9 o/o  |
| Institutions financières . . . . | 11,2 o/o | 11,3 o/o  |
| Divers . . . . .                 | 28,9 o/o | 28,42 o/o |

« Le développement général du service ressort du tableau suivant :

| Années  | Versements |                |     | Remboursements |                |     |
|---------|------------|----------------|-----|----------------|----------------|-----|
|         | Nombre     | Montant cour.  | ct. | Nombre         | Montant cour.  | ct. |
| 1890    | 373.964    | 126.093.831    | 35  | 51.372         | 122.308.252    | 82  |
| 1891    | 779.653    | 273.574.529    | 54  | 131.423        | 270.715.805    | 10  |
| 1892    | 1.118.722  | 394.619.421    | 27  | 179.830        | 391.452.888    | 98  |
| 1893    | 1.459.091  | 494.857.520    | 54  | 223.100        | 493.483.422    | 34  |
| 1894    | 1.801.818  | 563.297.376    | 17  | 247.211        | 560.889.619    | 03  |
| 1895    | 2.138.872  | 652.450.574    | 34  | 289.346        | 651.506.830    | 33  |
| 1896    | 2.498.108  | 758.444.198    | 77  | 333.908        | 754.118.890    | 57  |
| 1897    | 2.920.452  | 915.558.577    | 99  | 400.037        | 913.041.317    | 10  |
| 1898    | 3.415.876  | 1.059.557.676  | 25  | 463.310        | 1.057.510.555  | 38  |
| 1899    | 4.081.657  | 1.140.166.620  | 45  | 523.001        | 1.138.204.471  | 60  |
| 1900    | 4.379.586  | 1.282.015.991  | 77  | 602.302        | 1.273.752.193  | 94  |
| 1901    | 4.852.001  | 1.441.823.130  | 18  | 711.892        | 1.438.756.525  | 82  |
| 1902    | 5.448.863  | 1.608.618.652  | 40  | 851.554        | 1.602.800.284  | 02  |
| 1903    | 6.351.466  | 1.844.441.369  | 89  | 1.025.377      | 1.835.679.021  | 39  |
| 1904    | 7.244.053  | 2.117.617.539  | 02  | 1.195.971      | 2.112.933.476  | 30  |
| 1905    | 8.349.603  | 2.338.440.069  | 84  | 1.413.150      | 2.327.121.639  | 43  |
| Totaux. | 57.213.785 | 17.008.477.079 | 77  | 8.642.784      | 16.944.284.194 | 15  |

« Les modes de versements et de remboursements se répartissent ainsi :

| Modes de versement                                                      | Pourcentage du nombre des versements |        |        | Pourcentage du montant des versements |        |        |
|-------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|--------|--------|---------------------------------------|--------|--------|
|                                                                         | 1905                                 | 1904   | 1903   | 1905                                  | 1904   | 1903   |
| Bulletins de versement . . . .                                          | 88,23                                | 88,29  | 88,40  | 62,19                                 | 63,23  | 64,37  |
| Mandats domiciliés . . . . .                                            | 6,48                                 | 6,58   | 6,72   | 0,88                                  | 0,89   | 0,92   |
| Encaissement de coupons de valeurs . . . . .                            | 0,01                                 | 0,01   | 0,01   | 0,01                                  | 0,01   | 0,01   |
| Vente de valeurs . . . . .                                              | —                                    | —      | —      | 0,01                                  | 0,01   | 0,01   |
| Clearing . . . . .                                                      | 5,14                                 | 4,96   | 4,70   | 35,49                                 | 34,30  | 32,91  |
| Virement sur la Caissed'éparg. postale imp. roy. autrichienne . . . . . | 0,14                                 | 0,16   | 0,17   | 1,42                                  | 1,56   | 1,78   |
| Totaux . . . .                                                          | 100,00                               | 100,00 | 100,00 | 100,00                                | 100,00 | 100,00 |

| Modes<br>de remboursement                                                             | Pourcentage<br>du nombre<br>des remboursements |        |        | Pourcentage<br>du montant<br>des remboursements |        |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|--------|--------|-------------------------------------------------|--------|--------|
|                                                                                       | 1905                                           | 1904   | 1903   | 1905                                            | 1904   | 1903   |
| Chèques tirés sur<br>la Caisse . . .                                                  | 11,21                                          | 11,91  | 12,25  | 32,06                                           | 32,07  | 32,26  |
| Mandats de paye-<br>ment . . . . .                                                    | 47,51                                          | 46,08  | 46,03  | 14,49                                           | 15,37  | 16,32  |
| Mandats de<br>poste . . . . .                                                         | 2,03                                           | 2,30   | 2,38   | 0,45                                            | 0,49   | 0,52   |
| Par achat de va-<br>leurs . . . . .                                                   | 0,01                                           | 0,01   | 0,01   | 0,02                                            | 0,03   | 0,02   |
| Au moyen du<br>Clearing . . .                                                         | 30,38                                          | 30,07  | 29,14  | 35,66                                           | 34,38  | 33,01  |
| Virement sur la<br>Banque d'Au-<br>triche-Hongrie                                     | 2,62                                           | 2,90   | 3,03   | 10,92                                           | 11,36  | 11,42  |
| Virement sur la<br>Caisses d'éparg.<br>postale imp.<br>roy. autri-<br>chienne . . . . | 6,24                                           | 6,73   | 7,16   | 6,50                                            | 6,20   | 6,45   |
| Totaux . . . .                                                                        | 100,00                                         | 100,00 | 100,00 | 100,00                                          | 100,00 | 100,00 |

Versements aux comptes-chèques, en 1905,

sans tenir compte des intérêts capitalisés. 2.338.008.273.86

Remboursements . . . . . 2.327.121.639.43

Excédent des versements. . . . . 10.866.634.43

Plus les intérêts capitalisés en 1905 . . . . 431.795.98

Augmentation du tot. des dépôts en 1905. 11.318.430.41

Total des dépôts fin 1904. . . . . 52.874.455.21

Totaux des dépôts fin 1905. . . . . 64.192.885.62

« Progression du total des dépôts, en spécifiant les accroissements provenant tant des versements que des intérêts ajoutés au capital :

| Années  | Versements nets |     | Intérêts capitalisés |     | Total      |     | Etat à la fin de l'année |     |
|---------|-----------------|-----|----------------------|-----|------------|-----|--------------------------|-----|
|         | cour.           | ct. | cour.                | ct. | cour.      | ct. | cour.                    | ct. |
| 1890    | 3.767.939       | 01  | 17.639               | 52  | 3.785.578  | 53  | 3.785.578                | 53  |
| 1891    | 2.821.104       | 08  | 37.530               | 36  | 2.858.742  | 44  | 6.644.502                | 97  |
| 1892    | 3.109.790       | 39  | 56.732               | 90  | 3.166.532  | 29  | 9.816.835                | 26  |
| 1893    | 1.299.701       | 76  | 74.397               | 08  | 1.374.098  | 20  | 11.184.933               | 46  |
| 1894    | 2.323.350       | 06  | 84.407               | 18  | 2.407.757  | 14  | 13.592.690               | 60  |
| 1895    | 840.717         | 83  | 103.025              | 74  | 943.744    | 01  | 14.536.434               | 61  |
| 1896    | 4.200.718       | 46  | 124.588              | 44  | 4.325.308  | 20  | 18.861.742               | 81  |
| 1897    | 2.373.240       | 97  | 144.019              | 92  | 2.517.260  | 89  | 21.379.003               | 70  |
| 1898    | 1.887.377       | 49  | 159.743              | 38  | 2.047.120  | 87  | 23.426.124               | 57  |
| 1899    | 1.693.511       | 14  | 168.637              | 71  | 1.862.148  | 85  | 25.288.273               | 42  |
| 1900    | 8.074.105       | 51  | 189.692              | 52  | 8.263.797  | 83  | 33.552.071               | 25  |
| 1901    | 2.805.856       | 45  | 251.747              | 91  | 3.057.604  | 36  | 36.609.675               | 61  |
| 1902    | 5.476.434       | 43  | 341.933              | 95  | 5.818.368  | 38  | 42.428.043               | 99  |
| 1903    | 5.389.313       | 08  | 373.035              | 42  | 5.762.348  | 50  | 48.190.392               | 49  |
| 1904    | 4.313.223       | 52  | 370.839              | 20  | 4.684.062  | 72  | 52.874.455               | 21  |
| 1905    | 10.886.634      | 43  | 431.795              | 98  | 11.318.430 | 41  | 64.192.885               | 62  |
| Totaux. | 61.263.118      | 61  | 1.929.767            | 01  | 64.192.885 | 62  |                          |     |

« En rapportant le nombre des comptes-chèques ayant subsisté à la fin des exercices 1903, 1904 et 1905, au montant total des dépôts relevés aux époques correspondantes, on constate qu'il était dû en moyenne par compte-chèques :

en 1905 un capital de 4.726. cour. 05  
en 1904 — 4.312. cour. 05  
en 1903 — 4.673. cour. 23

« On remarquera également que les opérations du clearing suivent une marche ascendante ; elles forment en 1905 30,38 o/o du nombre et 35,66 du montant des remboursements, qui s'élèvent à 2.327.121.639,43, soit une suppression de circulation monétaire de plus 800 millions de couronnes. »

Notons enfin qu'une convention intervenue le 1<sup>er</sup> août 1896 avec la caisse d'épargne postale d'Autriche permet à tout titulaire de compte adhérent au service du Clearing hongrois de faire porter des sommes sur le compte d'un adhérent au service du Clearing autrichien, et réciproquement.

Voici, nous dit M. Chastenet, comment on procède :

« A cet effet, chacun des deux établissements possède dans l'autre un compte collectif ; les sommes transférées par une caisse pour ses propres adhérents sont consignées sur un bordereau et portées au compte de l'autre caisse qui les reporte aux comptes particuliers de ceux de ses adhérents qui sont désignés dans le bordereau. Les deux comptes collectifs sont réglés lorsqu'ils se soldent par des sommes à peu près égales ; ils le sont par des chèques de compensation jusqu'à concurrence de la plus faible, et le solde est porté au compte courant que la caisse intéressée possède à la Banque d'Autriche-Hongrie. »

C'est donc une véritable Chambre de compensation que forment entre elles les caisses d'épargne de ces deux pays.

## CHAPITRE IV

### Suisse

Le service des chèques et virements postaux fut institué en Suisse par la loi fédérale du 16 juin 1905.

Cette loi fut le résultat d'une campagne active dont le promoteur fut M. Kœchlin, conseiller national de Bâle, dont nous avons cité une partie du rapport, qui déposa un projet de loi dans ce sens le 15 juin 1900.

Il nous paraît nécessaire de rapporter la conclusion de ce rapport qui contient les arguments les plus décisifs en faveur des chèques postaux et des services qu'on peut en attendre.

« Ce système, dit-il, sera adopté sans difficultés par le gros commerce, mais il ne s'étendra pas au delà de cette sphère.

« Et pourtant, si nous voulons sérieusement améliorer notre système de paiements, si nous voulons obtenir des disponibilités importantes en billets et en numéraire, il faut que nous fassions tous nos

efforts pour que les chèques et virements, qui doivent remplacer les paiements en espèces, pénètrent dans tous les cercles de la société et constituent de grosses sommes. Il faut que nous nous efforcions de vulgariser le chèque et le virement qui, pour le petit commerce, sont tout aussi importants que pour les gros brasseurs d'affaires. On ne doit pas oublier, en effet, que c'est surtout le petit commerçant qui éprouve des difficultés pour se procurer le numéraire nécessaire. Il me suffira, à ce propos, de rappeler la situation existante sur la frontière du Jura et même jusqu'à Genève, où souventes fois le numéraire fait complètement défaut et où le service postal des chèques et virements serait d'un précieux secours pour le même commerce. Le chèque est un agent de circulation préférable au billet de banque, car il présuppose une couverture complète en numéraire que n'offre pas le billet ; en outre, le chèque correspond exactement aux besoins, car il peut trouver son emploi partout.

« Le chèque s'acclimatera facilement chez nous, surtout s'il existe en connexité avec un établissement possédant des succursales par tout le pays et dans lequel même les petites gens s'accoutumeront à posséder un avoir dont ils pourront disposer en émettant des mandats (chèques) ou en transférant au compte d'un tiers (virements). Cet établissement, chez nous, ne peut être que la poste que chacun con-

naît, qui a la confiance de chacun, qui est accessible à chacun et qui, avec ses 1.500 bureaux, dont 1.300 comptables, s'étend par tout le pays. La poste seule a la possibilité de pénétrer dans toutes les couches de la population et elle fait déjà usage de cette faculté dans une mesure extraordinaire.

« D'après son rapport pour l'exercice de 1899, durant cette année elle a reçu, expédié et livré 5.491.243 mandats, d'une valeur totale de 603.364.228 francs. Or, 600 millions par an, cela représente un mouvement de fonds, par jour, de 7 millions. Supposons que la moitié seulement de cette somme de 600 millions puisse être réglée par des chèques ou des virements, nous aurons une disponibilité de 300 millions pour l'augmentation de notre réserve en numéraire. Et les sommes que rendra disponibles le service des chèques et virements de la Banque centrale, à quel chiffre s'élèveront-elles ? Evidemment, plus la demande en billets et en numéraire sera faible dans le pays lui-même, mieux nous pourrions conserver et défendre contre l'étranger notre argent sonnante.

« En passant du système du simple *group* à celui du mandat, la poste a autrefois réalisé un grand progrès dans la voie de la simplification : en effet, aujourd'hui, le numéraire ne se déplace plus aussi fréquemment d'un grand marché à un autre. On ferait un pas de plus vers la perfection et on couronnerait l'œuvre commencée en adoptant le chèque

et le virement, c'est-à-dire le système de la compensation sans argent comptant. La poste est à la hauteur d'une pareille tâche, et, d'autre part, elle n'est pas réfractaire aux innovations ; elle l'a prouvé en adoptant les mandats de recouvrement qui portent aujourd'hui sur des sommes considérables, et en exécutant ce service d'une manière digne d'éloges. Les banques et les banquiers font largement usage du mandat de recouvrement ; quant au service postal du chèque et du virement, il ne leur occasionnerait pas une grande perte, bien au contraire, car ce service encourage leurs opérations propres.

« En Autriche, l'ensemble du service des chèques et virements est confié à la caisse d'épargne postale ; en Allemagne, ce même service doit être organisé indépendamment de celui de l'épargne. Quant à nous, nous nous bornons à recommander l'adoption du virement et du chèque sans vouloir toucher au service de l'épargne pour lequel nous possédons déjà une organisation excellente, à laquelle nous nous garderons de porter atteinte.

« L'introduction du service des chèques et virements ne rencontrera pas de grandes difficultés. La question du centre à choisir n'existe pas, non plus que celle d'un intérêt payable sur les parts bénéficiaires : et en outre, on a pas à craindre de léser les banques cantonales dans leurs intérêts. La nouvelle institution travaillera de pair avec la Banque centrale, et

elle contribuera, de même que cette dernière, à rendre populaire l'usage du chèque et du virement et à le faire pénétrer dans les cercles les plus infimes du commerce, de l'industrie, de l'agriculture et des relations privées.

« Nous nous résumons. La régularisation de notre marché monétaire exige une réduction définitive dans nos émissions de billets. Or cette réduction n'est possible que si nous la remplaçons par d'autres moyens de circulation, par exemple par la frappe d'écus de 5 francs et de pièces d'or ; mais la frappe d'écus d'argent est aujourd'hui interdite et, d'autre part, nous ne pouvons retenir l'or dans le pays. Il faut donc créer quelque autre chose, et cette autre chose ne peut être que le chèque et le virement ; et pour assurer ce service, nous aurons d'une part une Banque centrale et ses succursales dans les grandes localités, lesquelles représenteront le tronc et les grosses branches de l'organisme ; et, d'autre part, nous aurons la poste qui étend son action par tout le pays et dont les bureaux constitueront les branches et petites ramifications du même organisme.

« Il faut que chaque Suisse, riche ou pauvre, ait la possibilité de disposer, sur le territoire helvétique, de son avoir en argent, et cela conformément à son caprice ou à ses besoins : il faut que par tout le pays, il puisse sans grands frais, et en outre, facilement et sûrement, effectuer et recevoir des paie-

ments et cela sans retirer du numéraire de la circulation.

« C'est seulement quand on aura obtenu ces desiderata que notre système de paiements se trouvera être à la hauteur voulue. »

La proposition de M. Kœchlin ne rencontra pas d'opposition dans la sphère législative ; le Conseil national et le Conseil fédéral l'adoptèrent successivement, et elle aboutit, nous l'avons dit, à la loi du 16 juin 1905.

Cette loi est très brève ; elle ne comporte que quatre articles qui tracent les grandes lignes du système :

ARTICLE PREMIER. — La Direction générale des postes comprend désormais une nouvelle division chargée du service des chèques et virements ; le soin d'édicter les prescriptions nécessaires au fonctionnement du nouveau service est confié au Conseil fédéral qui statuera par voie d'ordonnances ; le montant des taxes à percevoir pour le nouveau service et l'intérêt à servir aux déposants sera calculé de manière à couvrir les frais et risques de l'administration sans qu'il puisse en résulter pour celle-ci une source de bénéfices.

La loi laissait donc au pouvoir exécutif le soin de régler les détails d'exécution, ce qui ne peut souvent se faire qu'à la suite d'expériences.

En conformité de cette prescription, le Conseil

fédéral publia le 3 novembre 1905 une ordonnance relative à l'exécution de la loi, complétée elle-même par une seconde en date du 8 novembre suivant.

Ces lois et ordonnances ont été légèrement modifiées par certaines ordonnances postérieures, comme celle du 6 avril 1906 qui a réduit les taxes.

Le service est organisé de la façon suivante : A la tête se trouve l' « Inspectorat du service des chèques et des virements postaux » qui est rattaché à la Direction générale des postes.

Onze bureaux, établis auprès de chaque direction d'arrondissement postal sont chargés de la comptabilité des chèques et virements : Genève, Lausanne, Berne, Neuchâtel, Bâle, Aarau, Lucerne, Zurich, Saint-Gall, Coire et Bellinzona. En 1907 deux nouveaux bureaux ont été créés à Bienne et à la Chaux-de-Fonds, en 1908 deux nouveaux encore à Soleure et à Schaffouse ; un autre va être créé enfin à Fribourg, ce qui portera à seize le nombre des bureaux de chèques.

Nous avons vu qu'en Autriche il n'existe qu'un office central à Vienne.

Chaque bureau comprend la caisse et le bureau du contrôle.

Enfin tous les bureaux et dépôts de poste comptables de la Suisse peuvent recevoir des versements et effectuer le paiement des mandats des bureaux de chèques.

Nous suivrons pour cette étude l'ordre que nous avons adopté pour l'examen du système autrichien.

# I. — ADHÉSION AU SERVICE. — OUVERTURE DES COMPTES

Toute personne, toute raison sociale, et toute société quel qu'en soit le genre ou le but, même domiciliées à l'étranger, peuvent se faire ouvrir un compte de chèques en adressant une demande, rédigée par écrit sur une formule spéciale, à l'administration des Postes.

Cette demande doit indiquer quelles personnes sont autorisées à disposer du compte.

Elle est adressée soit directement à la direction d'arrondissement postal dans le ressort de laquelle habite le postulant, c'est-à-dire à un des bureaux que nous avons cités, soit au bureau de poste du lieu de son domicile.

La Direction d'arrondissement procède à une enquête préalable et statue sur la suite à donner à la demande : acceptation ou refus, qui est notifiée au postulant. En cas de refus, celui-ci peut porter sa demande à la Direction générale des postes.

A la demande retournée au demandeur sont joints :

1° Une formule de déclaration d'adhésion ;

2° Un carnet contenant toutes les instructions relatives aux services des chèques et virements ;

3° Deux cartes destinées à recevoir les signatures de l'impétrant et des personnes autorisées à faire jouer le compte.

La Direction indique en outre à l'intéressé le numéro de son compte et l'avise d'avoir à verser dans le délai d'un mois la somme de 100 francs à titre de dépôt en garantie.

Si cette somme n'est pas versée dans ce délai, il n'est pas donné suite à la demande.

Au contraire, dès que la somme est versée, le compte est ouvert.

L'inspectorat du service des chèques et virements est avisé pour que le nom du nouveau titulaire soit inscrit dans la publication périodique qui contient les noms de tous les adhérents. La liste en est établie par localité (comme notre *Annuaire des téléphones*).

La Direction d'arrondissement avise en outre :

a) La section du contrôle du bureau des chèques, à fin d'ouverture du compte ;

b) L'office de poste ou le bureau des mandats et remboursements dans le cercle de distribution duquel habite le nouveau titulaire.

Si celui-ci préfère que le compte lui soit ouvert auprès d'un autre bureau, il devra en faire la demande à la Direction générale des postes.

## II. — VERSEMENTS SUR LES COMPTES

L'actif d'un compte est formé au moyen de divers éléments que nous allons étudier successivement :

1° *Versements en espèces au moyen de bulletins de versements.* — Les versements en espèces peuvent être effectués :

Par le titulaire lui-même ;

Par un tiers (c'est le cas le plus fréquent) ;

Par l'administration des postes à la suite de diverses opérations que nous énumérerons plus tard.

Les deux premiers genres de versement peuvent être opérés auprès de tous les bureaux de chèques et de tous les offices de postes comptables au moyen de bulletins spéciaux délivrés gratuitement par l'administration des postes.

Ces bulletins, de couleur verte, se composent de trois parties (voir annexe n° 1) (1) : une quittance ou talon, un bulletin de versement et un coupon.

Lorsqu'une personne désire effectuer un versement, elle remplit la formule. Le talon lui est rendu, après avoir été revêtu du timbre de la poste, et lui sert de reçu. Le bulletin de versement est adressé

---

1. Les différents modèles de formules sont empruntés textuellement à l'article publié par M. Georges Gariel dans la *Revue Economique Internationale*, n° des 15-20 octobre 1907.

ANNEXE n° 1

## Empfangsschein.

QUITTANCE —o— QUIETANZA

(dem Einzahler zu überlassen  
à remettre au déposant  
da rimettersi al depositante)

Fr. 110 Ct. 25

sind einbezahlt worden von :  
ont été versés par :  
sono stati versati da :

AUGUSTE LEROY

Bern.

auf das Konto  
sur le compte  
a credito del conto

N° III. 500.

Für die Poststelle

Pour l'office de poste  
Per l'ufficio (o deposito) postale

Bulletin de versement ordinaire.

## SCHWEIZERISCHE POSTVERWALTUNG.

Administration des postes suisses. — Amministrazione delle poste svizzere.

Bulletin de  
versement.

Polizza di  
Einzahlungsschein.  
versamento.

Fr. 110 Ct. 25 N° 1889

sind einbezahlt worden auf das Konto  
ont été versés sur le compte  
sono stati versati a credito del conto

N° III. 500.

MONSIEUR A. MULLER

Comestibles

Thoune.

Kreisstempel

Timbre  
d'arrondissement  
III  
Bollo di  
circondario

Zu buchen beim Checkbureau :

A enregistrer par le bureau de chèque de :  
Da registrarsi all' ufficio degli chèques  
di :

Berne.

## Abschnitt.

COUPON —o— CEDOLA

(Wird vom Checkbureau dem Kontoinhaber  
übersandt.)

(A transmettre par le bureau de chèques  
ou titulaire de compte.)

(Da trasmettersi dall' ufficio degli chèques  
al correntista.)

Fr. 110. Ct. 25;

sind einbezahlt worden von :  
ont été versés par :  
sono stati versati da :

AUGUSTE LEROY.

Bern.

auf das Konto  
sur le compte  
a credito del conto

N° III. 500

NOTA. — Les mots soulignés sur nos annexes sont ceux que le client écrit à la main pour remplir les blancs du formulaire imprimé.



avec le coupon qui y adhère au bureau de poste où est ouvert le compte du bénéficiaire.

La section de contrôle de ce bureau vérifie le chèque, puis le bureau en inscrit le montant au crédit du titulaire en indiquant la date de cette inscription, le nom du bureau qui a reçu le versement, le montant de la somme et la taxe à percevoir.

Le coupon est ensuite détaché aux ciseaux et adressé au titulaire du compte.

La transmission des coupons aux titulaires est faite chaque jour depuis l'instruction du 8 novembre 1905. Elle n'avait lieu, avant, en principe, que deux fois par mois.

Si c'est le titulaire du compte qui a opéré le versement le talon lui sert de quittance provisoire et le coupon de quittance définitive.

*2° Inscription à l'actif d'un compte : des mandats-poste ; des sommes encaissées pour le compte du titulaire par voie de recouvrements ; du montant des remboursements échus.* — Le titulaire d'un compte qui désire que le montant de ces diverses valeurs soit porté au crédit de son compte doit en faire la demande expresse en renvoyant son bulletin d'adhésion au service des chèques.

Les titulaires de comptes qui ont leur domicile à l'étranger ne sont pas autorisés à faire inscrire à l'actif de ce compte le montant des mandats payables

à l'étranger, ou des recouvrements et remboursements effectués à l'étranger.

Les recouvrements au profit de titulaires sont faits par la poste au moyen de bulletins de versement, sans talon (voir annexe n° 2) divisés en deux parties. Celle de gauche porte la mention « bulletin de versement par recouvrement ». Celle de droite les mentions : « recouvré chez...

« A déduire... droit de timbre... »

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1908, sur la demande du titulaire, la poste inscrit gratuitement au crédit de celui-ci tous les mandats de remboursement reçus en sa faveur et tous les mandats de paiement provenant des comptes de chèques.

3° *Virements*. — Le titulaire d'un compte peut encore opérer un versement au profit d'un autre titulaire au moyen d'un virement.

Dans ce cas, il transmet au bureau de chèques auprès duquel est ouvert le compte de son correspondant un chèque postal représentant le montant du versement.

Ce chèque, de couleur jaune, est divisé en deux parties : celle de gauche est le talon ou coupon ; celle de droite le chèque proprement dit (voir annexe n° 3).

Le tireur garde le talon et envoie le chèque au bureau de chèque où son compte est ouvert. Celui-ci porte au débit de ce compte le montant du chèque et en crédite le compte du bénéficiaire qu'il avise en

**SCHWEIZERISCHE POSTVERWALTUNG.**

Administration des postes suisses. — Amministrazione delle poste svizzere.

**Bulletin de  
versement.**  
*pour recouvrements.*

**Einzahlungsschein.**  
*für Einzahlungsmandate.*

**Pollizza di  
versamento**  
*per riscossioni.*

**Fr. 378 Ct. 65**

**N° 1895**

sind einbezahlt worden auf das Konto  
*ont été versés sur le compte*  
sono stati versati a credito del conto

**N° III. 500.**

**Monsieur A. MULLER**

**Comestibles**

**Thoune.**

Kreisstempel

Timbre  
d'arrondissement

**III.**

Bollo di  
circondario

Zu buchen beim Checkbureau :  
*A enregistrer par le bureau de chèques de:*  
Da registrarsi all'ufficio degli chèques di:

**Bern.**

**Abschnitt.**

**COUPON — 0 — CEDOLA**

Eingezogen bei — *Recourré chez*

Riscosso da

**E. Blanchard, Berne**

**Fr. 378 Ct. 80.**

ab — à déduire  
da dedurre

Stempelgebühr

*Droit de timbre*

Dritto di bollo

bleibt zur

Gutschrift

*reste à créditer*

resta

auf das Konto

*sur le compte*

a credito del conto

**Ct. 15.**

**Fr. 378 Ct 65.**

**N° III. 500.**



ANNEXE N° 3. *Chèque postal de virement.*

**Abschnitt**

COUPON **78** CEDOLA

*Thoune* le 25. VII 1907

|          |           |
|----------|-----------|
| Gut-     | Fr.       |
| haben    | »         |
| Avoir    | »         |
| en       | »         |
| compte   | »         |
| Avere    | 10.289.50 |
| Ab-      |           |
| gehoben  | »         |
| Prélevé  | 132.25    |
| Ritirato |           |

Saldo 10.157 25

Begeben an A. Berthoud  
Cédé à N° III. 272  
Cedulo a Berne.

Administration des postes suisses. **SCHWEIZERISCHE POSTVERWALTUNG.** Amministrazione delle poste svizzere.  
Chèque postal. **POSTCHECK.** Chèque postale.

Rechnungsinhaber. A. MULLER, comestibles  
*Titulaire du compte*  
Correntista

**78**  
In Thoune.  
à }  
a }

Konto N° III. 500  
Compte }  
Conto }

Ort Thoune. den 25 juillet 1907.  
Lieu }  
Località }

Das Postcheckbureau in **BERN** }  
Le bureau de chèques postaux de }  
L'ufficio degli chèques postali a }  
zähle gegen diesen Check aus meinem (unserm) Guthaben den Betrag von:  
paiera sur mon (notre) avoir, en échange du présent chèque, la somme de :  
pagherà sul mio (nostro) credito, verso presentazione di questo chèque, la somma di :

francs, cent trente-deux et 25 centimes

Fr. 132 Ct. 25  
Unterschrift des Ausstellers :  
*Signature du tireur :*  
Firma del traente:



Coupon de virement (sur papier vert).  
(A transmettre au bénéficiaire d'un chèque posté.)

**Giro — Virements — Girate.**  
(Wird vom Checkbureau dem Gutschrift-  
emplanger übersandt.)

(A transmettre par le bureau de chèques  
au bénéficiaire.)

(Da trasmettersi dall' ufficio degli chèques  
al beneficiario.)

**Fr. Ct.**  
sind gultzuschreiben im Auftrage des  
doivent être inscrits sur ordre du  
devono essere iscritti a credito per ordine del

Rechnungsinhabers }  
titulaire du compte } N° .....  
correntista }

dem Rechnungsinhaber }  
au crédit du compte } N° .....  
al correntista }

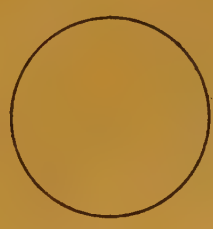
**Vollzogen**  
**Effectué :**  
**Effettuato :**

Schritt! Mitteilungen  
aus der Rückseite.  
Communications  
inscrites au verso.  
Comunicazioni  
manoscritte sul verso

*Avis de virement au débit* (sur papier blanc).  
*Coupon d'avis envoyé au tireur d'un chèque pour  
le prévenir que le montant a été débité de son  
compte.*

**Der Postcheckrechnung } N° III. 500**  
**Le compte de chèques }**  
Nel conto di chèques  
sind heute zu lasten geschrieben worden :  
*a été débité aujourd'hui :*  
venne addebitato oggi :

|                                                                     | Fr.   | Ch. |
|---------------------------------------------------------------------|-------|-----|
| Gebühren vom abge-<br>laufenen Monat<br><i>Taxes du mois écoulé</i> |       |     |
| Tasse del mese scorso                                               |       |     |
| Check N° 78                                                         | 132   | 25  |
| Chèque                                                              | 80    | »   |
|                                                                     | 1,500 | »   |
|                                                                     | 84    | 265 |





lui adressant un coupon de virement conforme au modèle ci-contre (voir annexe n° 4).

Le tireur du chèque est lui-même avisé, le jour même que son compte est débité, du montant du chèque, au moyen d'un avis de virement au débit, de couleur blanche, conforme à l'annexe n° 5.

Le titulaire peut depuis 1907 établir, sur la même formule de chèque, divers ordres de virements (ou d'assignation), même sur des comptes tenus dans différents bureaux.

Depuis le 1<sup>er</sup> mai 1909, il peut barrer les chèques qu'il émet à fin de virements (ou d'assignations de paiement) de deux barres verticales et écrire entre les deux barres la mention « virement ou assignation » ou « virement et assignation ». Il a ainsi l'assurance qu'il ne sera pas fait du chèque un emploi différent (paiement direct par exemple) de celui auquel il l'a destiné.

4° On peut encore faire porter au crédit d'un compte le montant des mandats-poste, recouvrements ou remboursements que l'administration des postes doit à une personne, à condition que celle-ci en ait prescrit le report sur le compte du titulaire et que celui-ci soit consentant.

Ce dernier mode trouve son emploi quand un commerçant veut faire porter au compte de son banquier le montant des sommes qui lui sont dues à lui-même.

### III. — PAYEMENTS ASSIGNÉS SUR LES COMPTES LES CHÈQUES POSTAUX

En tout temps le titulaire d'un compte de chèque peu disposer du montant de l'actif de ce compte (sauf le montant de sa provision) au moyen de chèques postaux. Ces chèques doivent être établis sur les formules spéciales, délivrées gratuitement par l'administration des postes, réunies en carnets de 25 à 50 feuilles. Ces carnets sont semblables aux carnets de chèques ordinaires. Les feuilles portent des numéros qui se suivent dans l'ordre. (V. modèle ci-contre.)

Avant la remise au titulaire, l'administration fait imprimer sur chaque feuille, le nom de celui-ci, le numéro du compte, et un nombre en chiffres romains qui indique l'arrondissement dont dépend le bureau où le compte est ouvert.

Les pertes, vols et falsifications de chèques sont à la charge des titulaires.

Toute personne qui tire un chèque pour lequel il n'y a pas de provision, ou une provision insuffisante, est passible de poursuites judiciaires.

Le chèque, nous l'avons dit, peut être tiré sur tout l'actif du compte, à part la provision, mais il ne doit pas le dépasser. Aucune limite maxima n'est fixée pour les chèques émis à fin de virement. Ceux

créés à fin de paiement comptant ne peuvent dépasser la somme de 10.000 francs par jour, à moins d'avis préalable adressé au bureau des chèques deux jours à l'avance.

Le chèque doit porter, écrit à la main :

1° La somme à payer (en toutes lettres et en chiffres);

2° Le lieu et la date d'émission;

3° La signature du titulaire ou des personnes autorisées à disposer du compte. Cette signature est destinée à être comparée à celle fournie lors de l'ouverture du compte.

Sous peine d'être refusés, les chèques ne doivent comporter ni grattages, ni surcharges, ni ratures.

Le chèque postal en Suisse, à la différence du chèque postal autrichien ne peut être émis qu'au porteur.

Il est donc payé à la personne qui le présente après examen du chèque et vérification de la signature du tireur, sans aucune justification d'identité.

Le paiement des chèques postaux peut être effectué de différentes façons :

1° En espèces, par le bureau sur lequel il est tiré.

2° Par assignation du montant sur un office postal à fin de paiement ;

3° Par virement du montant d'un compte sur un autre compte.

1° *Paiement comptant.* — Le paiement comptant peut lui-même être effectué de deux façons :

Directement si le bénéficiaire habite le lieu où se trouve le bureau sur lequel le chèque est tiré ou s'il peut en toucher ou en faire toucher le montant à ce bureau. Dans ce cas le titulaire remet ou envoie le chèque.

Indirectement, si le bénéficiaire n'habite pas dans l'arrondissement du bureau sur lequel le chèque est tiré, mais s'il l'accepte tout de même en paiement, sachant que lui-même peut le remettre en paiement à un créancier qui habite cet arrondissement.

Dans ce cas, le tireur ne doit supprimer aucune des mentions portées au dos du chèque et ne doit y inscrire le nom d'aucun bénéficiaire. Le chèque peut donc circuler de mains en mains, être remis en paiement à un autre, et ainsi de suite sans aucune formalité, comme un simple billet de banque, pendant un mois, jour pour jour, à partir de la date de son émission. Le dernier porteur se présente au bureau de chèque pour l'encaisser.

Le chèque est vérifié par ce bureau, comme nous l'avons indiqué, puis transmis à la section du contrôle qui le vérifie à nouveau. Lorsque le chèque est reconnu régulier, le montant est immédiatement débité du compte du tireur. Il est ensuite revêtu du timbre de la poste, de la date du paiement, puis payé et

conservé par l'administration comme justification du paiement.

Le chèque est ensuite porté sur la liste des chèques payés avec l'indication PC (payé comptant).

Le tireur en est avisé le jour même au moyen d'un coupon blanc, que son compte est débité du montant du chèque.

*2° Assignment sur un office postal à fin de paiement.* — Le tireur du chèque peut donner ordre à un bureau de poste de mandater une somme déterminée au profit du bénéficiaire qui ne peut en demander lui-même directement le paiement.

Dans ce cas, le tireur raye au dos du chèque la mention « porté au crédit de... » de façon qu'il ne reste que la seconde « le montant indiqué d'autre part doit être mandaté en faveur de... à la suite de laquelle il inscrira le nom et l'adresse du bénéficiaire.

Il adresse ensuite ce chèque au bureau sur lequel le chèque est tiré. Celui-ci est alors, toujours après vérification, inscrit sur la liste des chèques arrivant, puis débité du compte du tireur avec l'indication A (assignment).

Le bureau établit ensuite un mandat de paiement, dont le montant est égal au montant du chèque, au nom du bénéficiaire, à qui il le fait parvenir.

Le mandat sera payé au bénéficiaire par l'office de poste de son domicile, même si cet office n'est pas le siège d'un bureau de chèque.

Le mandat dont il s'agit, de couleur blanche, est conforme à l'annexe n° 6. Il se compose de deux parties. Celle de gauche, ou coupon, sur laquelle le bureau porte les indications suivantes : montant du mandat, numéro du compte, nom et domicile du titulaire du compte sur lequel le montant du mandat est prélevé et enfin le cachet du bureau de chèque.

Celle de droite constitue le mandat de paiement proprement dit. Il porte un numéro d'ordre et contient les mentions suivantes : numéro du compte sur lequel le mandat est prélevé, somme à payer, nom et adresse du bénéficiaire et timbre du bureau de chèque envoyeur.

Cette partie est détachée aux ciseaux par le bureau de chèque et adressée à l'office postal du domicile du bénéficiaire qui le présente à celui-ci et lui en verse le montant. Le bénéficiaire date et signe la mention apposée au dos du mandat : reçu la somme indiquée d'autre part.

L'office postal appose son timbre et garde le mandat comme reçu de son paiement.

Un chèque à fin d'assignation peut servir à établir à la fois plusieurs mandats de paiement au profit de bénéficiaires différents.

Dans ce cas le tireur inscrit à la suite les uns des autres les noms de ces bénéficiaires, avec, en regard de chaque nom, la somme à payer. Il en fait le total et reporte ce total sur le chèque proprement dit. Il

# ANNEXE N° 6 Mandat de paiement.

## Abschnitt.

COUPON o CEDOLA

Betrag — Montant — Importo

75 francs.

Angewiesen vom Chekbureau

Assigné par le bureau de chèques de

Assegnato dall' ufficio degli chèques di

Bern

ausdem Konto

sur le compte

sul conto

von

de

di

N° III 500

A. Müller

Thoune

# SCHWEIZERISCHE POSTVERWALTUNG.

Administration des postes suisses ~~~ Amministrazione delle poste svizzere.

Mandat  
de paiement.

Mandato  
di pagamento.

Zahlungsanweisung.

Betrag  
Montant  
Importo

francs 75

N° 2524

Dieser Betrag wird angewiesen aus dem Konto

Ce montant est assigné sur le compte

Questo importo è assegnato sul conto

N° III. 500

und ist zu bezahlen  
et doit être payé  
e dev' essere pagato

an  
à  
la

Monsieur Arnold Fayre

bijoutier. Place du Port,

Lucerne

Für das Chekbureau :

Pour le bureau de chèques :

Per l'ufficio degli chèques :



ANNEXE N° 7 — Chèque à fin d'assignation de plusieurs paiements.

**Abschnitt**

COUPON **84** CEDOLA

Thoune le <sup>den</sup> 25. VII. 1907  
il

|          |     |          |
|----------|-----|----------|
| Gut-     | Fr. |          |
| haben    | »   |          |
| Avoir    | »   |          |
| en       | »   |          |
| compte   | »   |          |
| Avere    | »   | 9,157,25 |
| Ab-      |     |          |
| geloben  | »   | 265      |
| Prélevé  | »   | »        |
| Ritirato |     |          |
| Saldo    |     | 8,892.25 |

|            |                |     |
|------------|----------------|-----|
| Begeben an | Cuttat, Berne  | 60  |
| Cédé à     | Favre, Lucerne | 75  |
| Ceduto a   | Julien, Paris  | 130 |
|            |                | 265 |

Administration des postes suisses.

Chèque postal.

**84**

Rechnungsinhaber  
Titulaire du compte  
Correntista

SCHWEIZERISCHE POSTVERWALTUNG.

POSTCHECK.

Chèque postale.

Amministrazione delle poste svizzere.

-A. MULLER, comestibles

Thoune

In }  
à }  
a }

Konto  
Compte  
Conto  
N° III 500

den  
le  
il  
25 juillet 1907.

Ort  
Lieu  
Località  
Thoune,

Das Postcheckbureau in  
Le bureau de chèques postaux de  
L'ufficio degli chèques postali a

**BERN**

zähle gegen diesen Check aus meinem (unserm) Guthaben den Betrag von :  
paiera sur mon (notre) avoir. en échange du présent chèque, la somme de :  
pagherà sul mio (nostro) credito, verso presentazione di questo chèque, la somma di :

francs deux cent soixante-cinq.

Unterschrift des Ausstellers :  
Signature du tireur :  
Firma del traente :

Fr. 265



reproduit au dos du chèque ces diverses indications en y ajoutant les adresses des bénéficiaires (annexe n° 5).

Il adresse ensuite le chèque au bureau sur lequel il est tiré. Celui-ci débite le compte du titulaire de la façon que nous avons décrite plus haut, établit autant de mandats qu'il y a de bénéficiaires à qui il les fait parvenir. Le paiement est effectué comme ci-dessus : « C'est ainsi, dit M. Gariel (article précité) qu'un négociant de Thoune, par exemple, en envoyant à Berne un simple et unique chèque postal, pourra s'acquitter vis-à-vis de trois de ses fournisseurs, l'un de Berne, l'autre de Lucerne, le troisième de Paris, car le bureau de chèques de Berne adresse un mandat à l'étranger et non seulement en Suisse. »

Notons enfin qu'un titulaire de compte qui désire-rait se faire envoyer à lui-même un mandat, quel que soit le lieu où il se trouve, n'aurait qu'à émettre un chèque à son adresse, au dos duquel il porterait la mention « payable à moi-même ».

L'assignation du montant du chèque peut être demandée par voie télégraphique.

3° *Virement du montant du chèque d'un compte sur un autre.* — Si le bénéficiaire du chèque est lui-même titulaire d'un compte, le montant du chèque est viré au crédit de son compte, si la mention « doit être mandaté en faveur de... » est barrée et que celle

« doit être porté au crédit du compte de... » subsiste, suivie du numéro du compte, du nom et de l'adresse du bénéficiaire.

Le chèque est adressé sous enveloppe au bureau de chèques où est ouvert le compte du tireur. Une fois vérifié il est inscrit sur le registre des chèques arrivant avec l'une des deux mentions suivantes :

« A fin de versement dans le propre arrondissement » (si le compte du bénéficiaire est ouvert au même bureau) ;

Ou « à fin de virement dans les relations avec d'autres arrondissements, écritures au débit » (si le compte est ouvert à un bureau d'un autre arrondissement).

Il est ensuite débité du compte du tireur avec inscription de la date, de la défalcation et du numéro du chèque, suivi de la lettre V (virement) et porté au crédit du compte du bénéficiaire.

Si le compte du tireur et celui du bénéficiaire sont ouverts au même bureau, le bénéficiaire est averti de l'opération par l'envoi d'un coupon de mise en compte au débit (blanc) (voir annexe n° 5).

Si les comptes sont ouverts dans des bureaux différents, le chèque est envoyé avec un bordereau au bureau où est ouvert le compte du bénéficiaire ; ce bureau porte la somme au crédit de ce dernier.

La défalcation et l'inscription au crédit des chèques émis à fin de virement doivent d'après le règle-

ment avoir lieu dans le même mois d'exercice, que ces opérations se passent dans le même bureau ou dans des bureaux différents. Par exemple un chèque défalqué fin février par le bureau de Lucerne sera inscrit au compte du mois de février par le bureau de Berne, mêmes'il n'a réglé l'opération qu'au commencement de mars.

Notons ici que depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1909 les titulaires d'un compte à la Banque Nationale Suisse et d'un compte postal peuvent faire des virements gratuits d'un de ces comptes sur l'autre.

#### IV. — SUPPRESSION DU COMPTE

En Suisse comme en Autriche le compte de chèques peut être fermé à la suite d'une dénonciation que peut formuler en tout temps une des parties : titulaire ou administration.

Le titulaire doit adresser à cet effet une lettre au bureau de chèques où son compte est ouvert, quatorze jours à l'avance.

L'administration peut également dans certains cas fermer le compte d'office : par exemple lorsque le titulaire fait faillite, lorsqu'il a été l'objet d'un acte de défaut de biens en cas de saisie, lorsqu'il fait de son compte un emploi abusif ou lorsqu'à plusieurs reprises il a enfreint les prescriptions de l'ordonnance : par exemple s'il émet des chèques pour lesquels il n'existe pas de provision suffisante.

Lorsqu'un compte vient à être fermé, quelle qu'en soit la raison, l'administration le clôture dans la quinzaine. Elle met à la disposition du titulaire tout l'actif du compte, y compris le montant du dépôt de garantie.

De son côté le titulaire doit restituer à l'administration les formules de chèque non utilisées.

Une fois le compte fermé, le titulaire n'a plus le droit de s'en servir. Les chèques qu'il émettrait seraient refusés, et l'administration rendrait aux personnes, qui auraient déposé des sommes à son profit, le montant de leurs versements.

#### V. — INTÉRÊT SERVI AU TITULAIRE

L'administration verse à ses déposants pour toutes les sommes déposées, y compris la provision, un intérêt annuel de 1,8 0/0 que le Conseil fédéral s'est réservé le droit de modifier en cas de besoin :

Les dépôts inférieurs à 1 franc ne donnent pas lieu au calcul d'intérêt, et ceux dépassant 10.000 francs n'en produisent pas.

L'intérêt commence à courir du premier ou du seizième jour du mois qui suivent le versement et finit le quinzième ou le dernier jour du mois qui précèdent le paiement ou l'inscription au débit.

Le 31 décembre de chaque année les intérêts sont

capitalisés et ajoutés aux comptes de la nouvelle année d'exercice.

## VI. — TAXES AUXQUELLES SONT SOUMISES LES OPÉRATIONS

L'administration perçoit pour les diverses opérations du service des chèques les taxes suivantes :

1<sup>o</sup> Pour les versements : 5 centimes par 100 francs ou fraction de 100 francs ;

2<sup>o</sup> Pour les paiements :

α) Pour ceux faits directement dans les bureaux de chèques : 5 centimes par 400 francs ou fraction de 400 francs.

Ce droit, qui est un droit réduit par l'ordonnance du 6 avril 1906, était antérieurement de 5 centimes par 100 francs ou fraction de 100 francs jusqu'à 5.000 francs ; au-dessus de 5.000 francs, 5 centimes par 200 francs ou fraction de 200 francs.

b) Pour les virements : avant l'ordonnance de 1906 précitée : 10 centimes par 1.000 francs ou fraction de 1.000 francs ; actuellement 10 centimes par report, quel qu'il soit. Depuis le 1<sup>er</sup> mars 1908 cette taxe a été supprimée.

c) Pour les paiements sur un office de poste, autre qu'un bureau de chèque : 5 centimes pour chaque paiement en sus de la taxe perçue pour les paiements comptants.

Les versements et mandats paient en outre les taxes postales ordinaires.

Les correspondances relatives au service des chèques sont soumises à la taxe postale ordinaire. Toutefois, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1907, la correspondance émanant de la poste à l'adresse des titulaires de compte jouit de la franchise postale.

A la fin de chaque mois, l'administration porte au débit du compte de chaque titulaire le montant des taxes du mois écoulé.

Ce titulaire reçoit en principe le 15 et le dernier de chaque mois un relevé de son compte. Mais ce relevé peut lui être envoyé, s'il en fait la demande expresse à la Direction générale des postes, chaque semaine moyennant une taxe de 0 fr. 20, deux fois par semaine, moyennant une taxe de 0 fr. 30, chaque jour, moyennant une taxe de 0 fr. 50, et même deux fois par jour (taxe de 1 franc).

## VII. — EMPLOI DES CAPITAUX

L'administration garde toujours en réserve un fonds de roulement suffisant pour faire face aux exigences du service. Le reste est placé de la façon suivante :

Un tiers en fonds publics suisses : confédération, chemins de fer fédéraux, cantons et communes.

Deux tiers en dépôt dans les banques (banques cantonales ou autres banques d'émission).

Au 31 août 1906, dit M. Chevauchez (ouvrage précité, p. 75) 5.250.000 francs de fonds disponibles avaient déjà été placés : 2.100.000 en obligations et 3.150.000 en compte courant dans les banques.

Le service des chèques postaux a-t-il atteint en Suisse les mêmes résultats qu'en Autriche ?

Bien que sa création soit encore toute récente on peut, sans hésiter, répondre affirmativement.

Il est en effet en état de progression constante, ainsi qu'on peut le constater par le tableau ci-dessous, complété par un relevé des opérations. Nous empruntons ces renseignements au *Bulletin de statistique et législation comparée*.

Ces chiffres ont encore augmenté depuis puisque au 30 juin 1908, le nombre des comptes était de 4.743.

## Tableaux par bureau de chèques

|         |      |
|---------|------|
| 20,19   |      |
| moyenne | 0,40 |

| Arrondissement Postal | 1 <sup>er</sup> janvier | 1 <sup>er</sup> avril | 1 <sup>er</sup> juillet | 1 <sup>er</sup> octobre | Etat au 31 décembre 1907 |
|-----------------------|-------------------------|-----------------------|-------------------------|-------------------------|--------------------------|
| Genève.....           | 144                     | 154                   | 171                     | 183                     | 193                      |
| Lausanne.....         | 313                     | 323                   | 331                     | 349                     | 377                      |
| Berne.....            | 382                     | 401                   | 416                     | 432                     | 465                      |
| Neuchâtel....         | 229                     | 242                   | 278                     | 309                     | 377                      |
| Bâle.....             | 381                     | 428                   | 445                     | 466                     | 504                      |
| Aarau.....            | 193                     | 205                   | 213                     | 225                     | 237                      |
| Lucerne.....          | 186                     | 201                   | 213                     | 225                     | 243                      |
| Zurich.....           | 810                     | 875                   | 914                     | 960                     | 1.023                    |
| Saint-Gall....        | 269                     | 390                   | 398                     | 420                     | 440                      |
| Caire.....            | 112                     | 115                   | 113                     | 113                     | 121                      |
| Bellinzone....        | 71                      | 75                    | 81                      | 81                      | 86                       |
| Total.....            | 3.190                   | 3.409                 | 3.573                   | 3.765                   | 4.066                    |
| Situation en 1906     | 1.479                   | 2.578                 | 2.855                   | 3.015                   | 3.190                    |
|                       | 1.711                   | 831                   | 718                     | 750                     | 876                      |

Pendant l'exercice écoulé il a été fait 2.072.700 versements. Il a été présenté 384.162 chèques. Ces chèques ont donné lieu à :

88.516 paiements comptants par les bureaux de chèques;

382.155 assignations sur offices de poste et 112.261 transferts par versements.

Le montant moyen d'un versement s'est élevé à 143 francs;

Le montant moyen des paiements par les bureaux de chèques à 2.031 francs;

Le montant moyen des assignations sur offices de postes à 302 francs;

Le montant moyen des virements à 684 francs;

Au 31 décembre l'avoir moyen d'un titulaire de compte s'élevait à 2.115 francs ;

Le mouvement annuel se présente comme suit :

### Service des chèques et virements postaux

*Tableau de montant pendant l'année 1907*

| ACTIF                                                            | PASSIF                                                             |
|------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|
| 1 <sup>o</sup> Paiement en espèces :                             | 1 <sup>o</sup> Versements                                          |
| α) Par les bureaux de chèques ..... 179.813.575 72               | en espèces.. 297.345.983 77                                        |
| β) Par les offices de poste..... 115.439.062 96                  |                                                                    |
| 2 <sup>o</sup> Virement au débit des titulaires... 76.843.943 04 | 2 <sup>o</sup> Virements au crédit des titulaires... 76.843.943 04 |
| Total..... 374.189.926 81                                        | Total..... 374.189.926 81                                          |

« De prime abord, dit M. Gariel, article précité, ces chiffres paraissent modestes, mais à la réflexion ils renferment quelque chose d'encourageant. D'abord leur accroissement est continu depuis dix-huit mois et ne semble pas se ralentir. Ensuite leur comparaison avec les chiffres correspondants empruntés à l'expérience autrichienne est très rassurante. A la fin du premier exercice, le service des chèques postaux autrichiens ne comptait que 2.520 adhérents (pour une population de 27 millions d'habitants), c'est-à-dire 690 de moins que le nouveau service fédéral à la fin du pre-

mier exercice également (3 millions  $1/2$  d'habitants). Je sais bien que l'Autriche a été ici un pionnier, un initiateur. Je sais aussi qu'entre ces deux dates, 1883 (création du service autrichien) et 1906 (création du service suisse), l'éducation commerciale, la vulgarisation de procédés comptabilistes a fait de grands progrès. Je sais enfin que le commerce suisse est un des plus actifs du monde entier. Mais il n'en est pas moins vrai que, dès la fin de sa première année, le service suisse a atteint un chiffre d'abonnés supérieur au chiffre autrichien, alors que la population de la Suisse est relativement à celle de l'Autriche comme 12,6 est à 100. »

Ainsi qu'on peut le constater par le tableau ci-dessus, les bureaux de chèque n'ont pas tous la même importance. Si nous prenons les chiffres donnés par l'administration à la fin de 1907 nous voyons qu'en tête vient Zurich avec 1.023 comptes ; ensuite Bâle avec 504, puis Berne avec 465, ensuite Saint-Gall avec 440, Lausanne et Neuchâtel avec 377, etc. Genève ne compte que 193 comptes.

Le service a surtout pour clients de grosses maisons. Celles-ci reçoivent de leurs clients la plupart des paiements au moyen du chèque postal. Elles effectuent elles-mêmes de nombreux paiements par ce moyen.

Quels sont maintenant les résultats financiers ?

Le rapport de l'administration des postes suisse,

cité par M. Gariel, constate « que les recettes en taxes et en intérêts du service des chèques et virements postaux sont balancés par les frais et les risques que cette branche d'exploitation entraîne pour l'administration des postes.

« Les taxes ont rapporté 194.000 francs, les fonds placés 159.000, soit 374.000 francs de recettes.

« Le personnel a coûté 145.000 francs, le matériel, les locaux, etc., 67.000, les intérêts servis aux titulaires de comptes 40.000 francs ; la moins-value sur le service des mandats-poste peut être évaluée à 25.000 francs, soit 278.000 francs aux dépenses.

« L'excédent des recettes sur les dépenses semble donc s'élever à 75.000 francs. Mais le service nouveau, ajoute M. Gariel, utilise plus ou moins, à des titres divers, le personnel ordinaire des postes, et celui de l'administration centrale. Cette collaboration peut être évaluée largement à 75.000 francs. »

Depuis ce rapport l'excédent des recettes sur les dépenses est passé de 75.000 francs à 169.000.

Il nous paraît utile, avant de terminer notre étude sur les chèques postaux en Suisse, d'extraire de l'article précité de M. Gariel un passage qui nous démontrera l'économie réalisée par ce service pour les envois d'argent.

« Supposons, dit-il, que je sois titulaire d'un compte et que j'aie un paiement à faire à un de mes correspondants. Avant la création nouvelle quels moyens

de paiement avais-je à ma disposition ? Si j'avais un banquier, et mon correspondant aussi, et si ce banquier nous était commun, et si je connaissais ce fait, il me suffisait de donner par simple lettre à mon banquier un ordre de virement sur le compte de mon correspondant ; auquel cas il ne m'en coûtait que le timbre de ma lettre plus celui de la réponse du banquier et la commission indirecte que celui ci prélève sous la forme de retenue d'intérêt. Avec le service actuel je n'ai qu'à consulter la liste des titulaires de comptes. Si mon correspondant figure sur cette liste, j'adresse au bureau de chèque un chèque de virement à son compte, et il ne m'en coûte que le timbre de ma lettre contenant le chèque et une taxe uniforme de 10 centimes, quel que soit le montant du chèque. La situation n'est pas sensiblement différente de ce qu'elle était auparavant.

« Mais supposons que j'ignore si mon correspondant a un banquier. Avant la création du chèque postal j'étais obligé de lui envoyer son argent par mandat-poste.

« Pour 100 francs il m'en aurait coûté 0 fr. 20, pour 400, 0 fr. 50, pour 1.000, 1 fr. 10, pour 5.000, 5 fr. 50, pour 10.000, 11 francs.

« Avec le nouveau service, si mon correspondant est titulaire d'un compte, je puis le payer au moyen d'un simple virement. Si non je le paierais au moyen du chèque proprement dit.

« S'il habite une ville, siège d'un bureau de chèque, il m'en coûtera : 0 fr. 05 pour 100 à 400 francs, 0 fr. 10 pour 500, 0 fr. 15 pour 1.000, 0 fr. 65 pour 5.000, et 1 fr. 25 pour 10.000 (plus le timbre de ma lettre contenant le chèque, si moi-même je n'habite pas cette ville).

« Si mon correspondant habite une localité pourvue d'un simple office de poste, 0 fr. 05 de plus — quel que soit le montant de la somme inscrite sur le chèque — pour le mandat de paiement. Dans ce cas, les taxes du nouveau service constituent une économie considérable sur les mandats-poste.

« Supposons encore que moi, petit débiteur ou simple consommateur, non titulaire d'un compte, j'ai un paiement à faire à une grosse maison qui, je le sais, en possède un. Je lui envoie son argent au moyen d'un bulletin de versement. Il m'en coûte 0 fr. 05 par 100 francs ou fraction de 100 francs. Ainsi pour envoyer 500 francs, je déboursrai 0 fr. 25 ; avec un mandat-poste j'aurai déboursé 0 fr. 60. Pour envoyer 1.000 francs je déboursrai 0 fr. 50 au lieu de 1 fr. 10 et ainsi de suite.

« Tout au plus peut-on dire que si la somme est très élevée (4.000 à 5.000 francs par exemple) j'ai intérêt à l'envoyer par lettre recommandée en un chèque sur une banque quelconque, ce qui en effet coûte moins cher.

## CHAPITRE V

### ALLEMAGNE

En Allemagne, malgré un mouvement d'affaires très actif, les procédés de compensation sont peu employés.

L'essor industriel et commercial a dépassé les ressources disponibles du pays et il faut payer extrêmement cher les capitaux indispensables.

Il semble donc que les chèques seraient appelés à rendre dans ce pays les plus grands services. Il n'en est rien cependant.

Aussi a-t-on eu idée pour populariser l'emploi des chèques de créer un service de chèques et virements postaux.

En 1899 le secrétaire d'Etat aux Postes déclarait que la poste était le meilleur initiateur du chèque pour les couches profondes de la population.

En 1900, M. Podbielski, secrétaire d'Etat des Postes de l'empire d'Allemagne, présentait au Reichstag un rapport dans ce sens.

Il proposait un projet d'ordonnance concernant l'organisation du nouveau système et dressait un état approximatif des recettes et des dépenses qui en résulteraient.

Il indiquait que la poste était encombrée de capitaux par suite des envois d'argent sans cesse croissants au moyen de mandats et lettres chargées, ce qui, indépendamment d'une très lourde responsabilité, l'obligeait à avoir un fonds de roulement de plus en plus élevé.

C'est ainsi que de 170.000 thalers 510.000 marks en 1869, il s'élevait à 18 millions de marks en 1900.

Encore faut-il signaler que la Banque Impériale avait autorisé toute personne possédant un compte à cette banque à faire porter directement à ce compte, par les soins de la poste, le montant des mandats-poste qui lui étaient adressés.

Aussi M. Podbielski déclarait-il : « Il y aurait avantage pour les particuliers, aussi bien que pour la masse en général, à ce que le règlement des obligations de paiement eût lieu au moyen de chèques, c'est-à-dire sans emploi de numéraire, même parmi les classes les plus nombreuses de la population c'est-à-dire chez les petits commerçants, industriels et propriétaires fonciers. Les avantages de ce système sont absolument extraordinaires. Le titulaire d'un compte de chèques n'a à garder chez lui que le

numéraire nécessaire pour les menus besoins quotidiens.

« Quant au soin de la conservation et de l'administration des grosses sommes, il incombe à la Banque. Le titulaire d'un pareil compte échappe à tous les risques que comportent la réception, la remise et la conservation des sommes d'argent (tels que : erreurs, escroqueries, vol, incendie).

« Le régime des chèques ne pourra certainement obtenir un développement plus étendu que si la Poste intervient avec ses treize mille bureaux, facilement accessibles à tout le monde. Et cette intervention de la Poste, qui donnerait une extension considérable au régime des chèques, est parfaitement possible ; on en trouve une preuve dans le succès que l'Autriche a obtenu par l'introduction chez elle — introduction qui remonte à seize ans environ — du système des chèques postaux et des liquidations postales. »

Ce projet à l'exemple de la Suisse proposait la création d'un certain nombre de centres postaux : « Berlin, Breslau, Cologne, Dantzig, Francfort-sur-le-Mein, Hambourg, Hanovre, Karlsruhe, Bade et Leipsig.

Toute personne, sur sa demande, pourrait se faire ouvrir un compte près de l'un de ces bureaux, moyennant le versement d'une provision de 100 marks, non productive d'intérêt.

Le titulaire d'un compte pourrait non seulement

**effectuer ses paiements à l'aide des chèques postaux** mais encore faire réunir par le centre qu'il aurait choisi toutes les sommes versées à son profit dans différents bureaux de poste.

Le crédit de chaque compte devait être illimité. Il devait être productif d'un intérêt (sauf la provision) de 1,20 o/o. De son côté la Reichsbank s'engageait à recevoir l'argent des dépôts et à donner à la poste un intérêt de 1,50 o/o.

Aucun chèque ne pouvait être émis pour une somme supérieure à 10.000 marks.

Ce projet souleva de nombreuses réclamations parmi lesquelles il faut citer celles des représentants des caisses d'épargne qui redoutaient que l'Empire ne créât les caisses d'épargne postales.

Les banquiers au contraire étaient favorables à l'institution proposée. Ils comprenaient qu'en vulgarisant les instruments perfectionnés de paiement on dirigeait vers eux une nouvelle clientèle.

Le projet fut soumis à une commission, qui, après avoir entendu les représentants de la Reichsbank, proposa un rapport qui différait sur certains points du projet de M. Podbielski.

C'est ainsi que l'intérêt servi aux déposants était supprimé, sans doute pour dissiper les craintes des caisses d'épargne.

Par contre aucune taxe ne devait être perçue. Le secrétaire du Trésor protesta énergiquement contre

cette dernière mesure, coïncidant avec la diminution du rendement des mandats-poste.

« Les frais de revient pour chaque entrée en écriture passée s'élèveraient à 15 pf. 1/4 environ. Il en résultait, en admettant que le montant moyen de chaque avoir fût de 15.000 marks et qu'un intérêt de 2 1/2 o/o fût servi par la Reichsbank, dépositaire des fonds à l'Administration des Postes, que cette dernière n'aurait pu faire annuellement plus de 300 entrées gratuites environ sur un compte, sans se trouver à découvert vis-à-vis de ce compte.

« Devant cette observation la sous-commission décida que si le nombre des entrées d'un compte dépassait cinq cents par an, l'Administration des Postes serait autorisée à élever le montant du dépôt initial pour compenser par la jouissance d'un intérêt plus grand les frais entraînés par la passation des écritures. » (M. Chastenet, rapport précité.)

Enfin le rapport émettait l'opinion que, prélèvement fait du fonds de roulement nécessaire pour faire face aux besoins du service, l'excédent soit versé à la Reichsbank qui servirait à l'administration des postes un intérêt inférieur de 3 o/o au taux d'escompte de la Banque, sans toutefois que cet intérêt puisse être inférieur à 1 1/2 o/o ni supérieur à 3 o/o.

La commission du budget ratifia ce projet qui fut soumis au Reichstag le 20 mars 1900.

Celui-ci l'accepta dans son ensemble et l'inséra

dans la loi de finances du 30 mars suivant, en exprimant un vœu tendant à l'organisation du service avant le 1<sup>er</sup> avril 1905.

A cette date rien n'avait encore été fait cependant.

Ce n'est que dans la séance du 21 février 1908, c'est-à-dire près de trois ans après, que la question fut remise à l'ordre du jour.

A cette date, en effet, le Reichstag adoptait à l'unanimité une mention relative à l'établissement d'un système de chèques et virements confiés à la caisse d'épargne postale.

Depuis les événements se sont précipités.

En effet, le 5 mars, le Reichstag décidait d'introduire les virements et chèques postaux, par voie d'ordonnance sous forme d'un article additionnel au budget de 1908.

Il déclara que neuf bureaux de chèques seraient créés (au lieu de dix proposés par le projet de 1899, le bureau de Bade étant retranché).

Toute personne physique ou morale peut sur sa demande se faire ouvrir un compte, moyennant le versement d'une provision de 100 marks. Les versements peuvent être effectués par une carte de versement dont le coût est de 0,025 pfennigs, par mandat postal, par virement d'un compte sur un autre.

Le titulaire peut disposer des sommes portées à

son avoir sauf, bien entendu, du montant de la provision, au moyen de chèques ou de virements.

Le montant d'un chèque ne doit pas dépasser 10.000 marks. Il doit être présenté dans les dix jours qui suivent son émission ; il n'est pas endossable.

Les lettres concernant le compte sont adressées en franchise aux titulaires par l'administration.

Les taxes prévues sont assez élevées :

Payements en espèces de 500 marks au moins :  
5 pfennigs.

Remboursements en espèces :

α) 1/8 0/00 ;

β) en plus 5 pfennigs.

Virement d'un compte sur un autre : 3 pfennigs.

Si les comptes comprennent plus de 600 inscriptions par an, il est perçu 7 pfennigs supplémentaires par inscription (1).

L'excédent des sommes versées que la poste n'a pas besoin de conserver pour faire face aux exigences du service est confié à la Reichsbank et placé à intérêt en effets de commerce sur l'intérieur ou l'étranger.

« Afin qu'une partie en soit employée utilement aux besoins de crédit de ceux qui fournissent les capitaux, une partie des sommes devra être consacrée au

---

1. M. Arthur Raffalovich. « Chèques et virements postaux en Allemagne ». *Economiste Européen*, 8 mai 1908.

développement de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, contre garanties suffisantes. Le chancelier de l'Empire fixera la portion des sommes remises en compte à la Reichsbank qui pourra être placée en emprunts de l'Empire, des Etats, et celle qui devra être employée en bons du Trésor ou en effets libellés en or sur l'étranger, la portion qui pourra être consacrée à l'industrie, au commerce, à l'agriculture. » (M. Arthur Raffalovich, article précité.)

Dans la loi du 18 mai 1908, portant création d'un second budget supplémentaire pour 1908, l'introduction du nouveau service est prévue pour le 1<sup>er</sup> janvier 1909.

Le Reichstag se réserve jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1912 d'ériger les règles de ce service en dispositions législatives.

Cette période sera pour ainsi dire une période d'essai qui permettra, à la suite des enseignements de l'expérience, de réglementer d'une façon aussi complète que possible et définitive le nouveau service.

Le temps écoulé depuis sa création est encore trop court pour que nous puissions connaître les résultats obtenus.

Ce que nous savons c'est qu'il fonctionne et qu'on en attend beaucoup.

Pour le moment on se plaint, paraît-il, de lenteurs, de retards.

Mais cela disparaîtra certainement avec l'habitude et l'expérience.

## CHAPITRE VI

### Belgique

Plusieurs tentatives ont été faites pour introduire en Belgique le service des chèques et virements postaux.

*x Hecqre d'abime*  
*en 1896*  
*par M. Denis*  
*professeur à l'Université libre de*  
*Bruxelles, et membre de la Chambre des représen-*  
*tants, appuyé de quatre de ses collègues: MM. Van-*  
*dervelde, Fléchet, Bertrand et Niezette.*  
*26 Dec 1896*

Une première proposition de loi, dans ce sens, a été déposée au Parlement le 20 novembre 1896 par M. Hector Denis, professeur à l'Université libre de Bruxelles, et membre de la Chambre des représentants, appuyé de quatre de ses collègues: MM. Vandervelde, Fléchet, Bertrand et Niezette.

Le système proposé par M. Denis était basé sur le système existant en Suisse.

Cette proposition n'aboutit pas.

De nouvelles tentatives furent faites en 1903 et en 1906 sans plus de succès.

Toutefois toutes ces propositions ont eu certaines conséquences.

C'est ainsi que le gouvernement a pris des décisions pour encourager l'usage des virements.

L'arrêté royal du 12 août 1901 décide en effet que « la liquidation par l'administration des Postes des sommes recouvrées du chef d'effets de commerce, de quittances simples ou d'envois avec encaissements, dont le bordereau de dépôt s'élève à 1.000 francs au moins, peut, à la demande des ayants droit, être opérée au moyen de versements faits à la Banque Nationale de Belgique, au crédit de tout titulaire d'un compte courant à cet établissement financier, ou dans ses succursales et agences, soit le déposant lui-même ou un tiers expressément désigné au bordereau ».

Ce système a été inauguré en février 1901.

Pour s'en servir les déposants doivent justifier par la production d'une attestation émanant de la Banque Nationale que la personne au profit de laquelle ils désirent effectuer un versement est bien titulaire d'un compte courant à cette Banque.

Ils doivent se servir pour ces opérations de bordereaux spéciaux que l'on trouve dans tous les bureaux de poste. Ces bordereaux sont de couleur rose pour les recouvrements consistant en effets de commerce, bleue pour ceux consistant en quittances.

Si le déposant en fait la demande expresse sur le bordereau, la poste retourne soit à ce déposant lui-même soit au bénéficiaire le récépissé de la Banque Nationale.

« Environ 1/7 des sommes encaissées par la poste belge est ainsi passée directement au compte des clients de la Banque Nationale », dit M. Gariel. « Ce résultat est appréciable. »

Il est vrai que les recouvrements par la poste ont en Belgique une importance considérable, qu'ils avaient du reste même avant l'ordonnance précitée.

Ainsi en 1898 ils atteignaient la somme de 766 millions 454.708 francs alors qu'en France pour la même année ils n'étaient que de 249.360.503 francs.

Nous reproduisons du reste ci-dessous un tableau dressé par M. Chevauchez dans son *Traité sur les chèques postaux*, page 63 :

| Années | Encaissement des effets de commerce, quittances simples et remboursements par la poste Belge |                                                                                                           |                                                                                                      |
|--------|----------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|        | Sommes encaissées et liquidées en espèces ou mandats de poste                                | Sommes encaissées et liquidées au moyen de versements en compte courant à la Banque Nationale de Belgique | Sommes versées en compte courant à la Banque Nationale au crédit de tiers désignés par les déposants |
| 1902   | 502.359.506 54                                                                               | 60.868.301 40                                                                                             | 9.138.764 76                                                                                         |
| 1903   | 527.219.693 69                                                                               | 67.794.740 80                                                                                             | 12.709.053 81                                                                                        |
| 1904   | 562.629.772 89                                                                               | 71.275.390 25                                                                                             | 14.052.309 88                                                                                        |
| 1905   | 589.025.170 76                                                                               | 73.094.409 43                                                                                             | 14.635.228 97                                                                                        |
|        | 2.180.234.163 88                                                                             | 273.032.841 88                                                                                            | 50.535.357 42                                                                                        |

## CHAPITRE VII

### Hollande

Des tentatives sont également faites pour introduire le service des chèques et virements postaux en Hollande.

Un projet est à l'étude à ce sujet. Il a été préparé par les soins du ministère des Eaux, du Commerce et de l'Industrie. Les grandes lignes en ont été communiquées sous forme de circulaire aux chambres de commerce et à la Confédération des classes moyennes commerciales et industrielles en leur demandant de faire connaître leur avis.

Les réponses ont été favorables puisque, nous dit M. Gariel (*Revue économique internationale*, 15-20 décembre 1908, p. 655), par 80 voix contre 32 ces associations se sont prononcées en faveur de l'introduction du service des chèques et virements postaux.

« Au congrès de la Confédération on proposa seulement certaines modifications concernant les taxes. »

Le projet ressemble d'ailleurs d'une façon générale aux systèmes que nous avons étudiés.

Il est donc probable que d'ici peu la Hollande sera dotée de ce service.

## CHAPITRE VIII

### Le chèque postal en France

En France l'usage des chèques prend, ainsi que nous l'avons vu, une importance de plus en plus grande. Mais cet usage demeure restreint au monde des affaires.

Nous en avons indiqué les raisons. *Pag. 22 en...*

Aussi croyons-nous qu'un service de chèques et virements postaux organisé dans le genre de ceux que nous venons d'étudier rendrait les plus grands services et serait appelé au plus brillant avenir.

Il existe en effet des bureaux de poste dans les plus petites localités. Les facteurs parcourent journellement les points les plus reculés du pays. Sans se déranger le plus petit cultivateur pourrait effectuer ses paiements et opérer ses recouvrements.

La poste a déjà fait beaucoup pour faciliter les envois d'argent. Elle a créé les mandats et les bons de poste, organisé des services de recouvrements et de remboursements. Elle a créé les mandats-cartes

dont le paiement est fait à domicile par le facteur. Enfin elle a établi les caisses d'épargne postales.

Elle favorise même, dans une certaine mesure, les virements en banque. C'est ainsi que les maisons importantes qui possèdent un compte courant à la Banque de France peuvent faire porter directement au crédit de leur compte le montant des mandats qui leur sont adressés.

Tout cela cependant ne suffit pas. Les modes d'envoi d'argent sont encore compliqués et très coûteux.

C'est pourquoi l'opinion se porte de plus en plus vers la création d'un service de chèques et virements postaux.

C'est que, nous dit M. Gariel (article précité) « de tous les pays dont nous avons parlé jusqu'ici c'est encore la France qui aurait le plus grand intérêt à introduire chez elle le service des chèques et virements postaux. La France ne connaît pas encore assez l'usage des chèques et des compensations. Elle immobilise en numéraire une somme double de celle dont l'Angleterre dispose. Ce stock monétaire est précieux en temps de crise, mais lui coûte très cher en temps normal. A le diminuer un peu la France ne risquerait pas grand'chose, et elle gagnerait beaucoup à développer davantage les usages commerciaux, les procédés de liquidation des pays d'affaires ».

24 Nous avons déjà dit qu'au mois de janvier 1901 la Commission nommée par le ministre du Commerce pour étudier la réforme des mandats-poste proposait de remplacer celui-ci par le chèque. Elle exposait que tout déposant à la caisse d'épargne postale pourrait recevoir un carnet de chèques pour le montant de son dépôt, et que, chaque fois qu'il aurait un envoi d'argent à faire, il n'aurait qu'à expédier à son correspondant un chèque qui serait payé à vue par le bureau de poste de sa résidence.

Cet appel fut entendu.

L'idée fut l'objet d'une étude en 1902 sous le ministère Millerand.

Dans les rapports sur les budgets de 1902 et 1903, M. Sembat la développa.

Plus tard le 20 novembre 1905, M. Guillaume Chastenet, député de la Gironde, déposait à la Chambre une proposition de loi relative à l'organisation, en France, du service des chèques et virements postaux.

Dans l'exposé de cette proposition, M. Chastenet indique quels services rend le chèque dans les pays où son usage est très répandu, en Angleterre et aux Etats-Unis, en particulier.

Puis il examine succinctement les services des chèques postaux existant en Autriche et en Hongrie. La proposition elle-même comprenait sept articles. Nous les étudierons tout à l'heure, car ce sont les

mêmes que M. Chastenet a inscrits dans son rapport de 1908.

Le 17 mars 1906, M. Antide Boyer, député, déposait le rapport de la Commission instituée pour examiner la proposition de M. Chastenet.

Le rapport lui est entièrement favorable et le projet de loi reproduit textuellement celui de M. Chastenet.

Voici une partie de l'exposé de ce rapport :

« L'organisation des chèques postaux se rattacherait évidemment un peu à celle de l'épargne postale, mais avec un avantage de grande simplification lorsqu'on a besoin de recourir au dépôt ou réserve d'argent.

« L'opération, non seulement pourrait ne pas surcharger les dépenses, mais elle pourrait même procurer des bénéfices à l'Etat, d'abord par la taxe légitime et ensuite par le bénéfice d'escompte que le taux de l'intérêt permettrait au Trésor de réaliser pour ses fonds de roulement, ses disponibilités d'échéances, etc. Pour ces raisons nous n'avons trouvé que des avantages à la tentative préconisée par notre collègue M. Chastenet, à la condition que l'Etat en étudie préalablement le mécanisme qui peut ou faire réussir ou faire avorter l'application de cette réforme utile. »

Cette proposition et ce rapport n'eurent alors aucune suite. Les considérations budgétaires semblent en avoir entravé la solution.

En effet dans la discussion qui eut lieu à la suite du dépôt du rapport, le sous-secrétaire d'Etat aux Postes déclarait que le moment n'était pas venu d'imposer à l'administration une nouvelle charge alors qu'on venait d'abaisser de 0 fr. 15 à 0 fr. 10 le tarif des lettres à l'intérieur du pays.

M. Chastenet ne se tint pas pour battu, et à la séance du 12 juin 1906, au début de la nouvelle législation, il reprenait sa proposition.

Une nouvelle commission instituée le nomma rapporteur.

Il présenta son rapport à la Chambre à la séance du 6 février 1908 (*J. off.* Annexe au procès-verbal de la séance du 6 février 1908, n° 1497).

Nous allons examiner les articles du projet de loi et résumer les commentaires du rapporteur.

ARTICLE PREMIER. — Il est institué, sous l'autorité du ministre des Travaux publics, des Postes et des Télégraphes, un service de chèques et de virements, annexe à la caisse d'épargne postale, mais entièrement séparé quant à la gestion et à la responsabilité.

Le principe posé est donc semblable à celui de l'article 3 de la loi du 19 novembre 1887 qui a institué le service des chèques postaux en Autriche. Le service est rattaché à la caisse d'épargne postale, mais la comptabilité et la gestion demeurent séparées.

Dans le commentaire de cet article, M. Chastenet reconnaît d'abord les avantages que présente le système centralisateur de l'Autriche et de la Hongrie : « La création d'un centre unique où sont tenus les comptes des titulaires du pays, permet un contrôle plus aisé des opérations effectuées, une vérification plus efficace des signatures apposées sur les chèques, grâce à l'emploi d'un personnel plus expérimenté enfin une diminution notable dans les frais généraux du service. »

Toutefois il admet qu'un semblable système serait difficilement applicable à un pays comme la France qui est plus grand que l'Autriche ou la Hongrie et qui possède un nombre de bureaux de poste de beaucoup supérieur.

Il en résulterait par suite des lenteurs qui pourraient être préjudiciables à la prospérité du service et réduiraient sensiblement ses avantages.

Il se rallie donc au système suisse et propose la division du territoire en seize arrondissements postaux, au siège de chacun desquels serait installé un bureau de chèques.

Voici la liste de ces bureaux et des départements qui s'y rattachent :

*Lille.* — Nord, Pas-de-Calais, Aisne.

*Paris.* — Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne.

*Nancy.* — Ardennes, Marne, Meuse, Meurthe-et-Moselle, Vosges.

*Dijon.* — Aube, Yonne, Côte-d'Or, Haute-Saône, Haute-Marne, Doubs, Jura, Saône-et-Loire, Belfort, Nièvre.

*Lyon.* — Rhône, Ain, Loire, Isère Haute-Savoie, Savoie.

*Marseille.* — Bouches-du-Rhône, Var, Alpes-Maritimes, Hautes-Alpes, Vaucluse, Basses-Alpes, Drôme.

*Nîmes.* — Gard, Hérault, Aveyron, Lozère, Ardèche.

*Clermont-Ferrand.* — Puy-de-Dôme, Cantal, Haute-Loire, Corrèze, Creuse, Allier, Haute-Vienne.

*Toulouse* — Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées, Gers, Tarn-et-Garonne, Haute-Garonne, Ariège, Tarn, Aude, Pyrénées-Orientales.

*Bordeaux.* — Charente-Inférieure, Charente, Dordogne, Gironde, Lot-et-Garonne, Landes.

*Nantes.* — Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, Vendée, Deux-Sèvres.

*Rennes.* — Finistères, Côtes-du-Nord, Morbihan, Ille-et-Vilaine, Manche.

*Alençon.* — Mayenne, Sarthe, Orne, Eure-et-Loir, Calvados.

*Rouen.* — Seine-Inférieure, Eure, Somme, Oise.

*Ajaccio.* — Corse.

Chaque bureau serait autonome et comprendrait deux sections : une section de contrôle et la caisse.

Il y aurait pour tous ces bureaux une direction générale, ayant son siège à Paris, à laquelle incom-

berait une mission générale de contrôle et de surveillance.

C'est avec raison, croyons-nous, que M. Chastenet propose cette division.

C'est par elle seule que le service des chèques pourra réellement atteindre son but de rapidité et d'économie.

ART. 2. — Sont admis à se faire ouvrir un compte au service des chèques et des virements toute personne, tous établissements publics ou d'utilité publique, toute société ou association qui en feront la demande et effectueront le dépôt de garantie dont le montant sera fixé par des règlements d'administration publique.

M. Chastenet nous indique de quelle façon on pourra se faire ouvrir un compte.

Les formalités sont analogues à celles exigées par la caisse d'épargne, mais en outre le postulant devra indiquer sur sa demande son intention formelle d'adhérer au service et fournir sur son état civil et son domicile toutes les indications suffisantes pour éviter toute confusion.

Les demandes seront adressées à la Direction d'arrondissement directement, ou au bureau de poste du domicile du postulant.

Comme en Autriche-Hongrie et en Suisse l'Administration pourra rejeter la demande ; dans ce cas le

demandeur pourra faire appel à la Direction générale.

ART. 3. — Les titulaires de comptes pourront disposer des sommes portées à leur crédit par le moyen d'un carnet de chèque qui leur sera remis par l'Administration.

Le chèque contiendra les indications habituelles.

« Les règles générales qui devront être suivies pour l'emploi des formules de chèques s'inspireront tant des principes généraux de la loi de 1865 que des dispositions pratiques établies par l'Autriche et la Suisse. »

Une limite pourra être fixée pour le montant du chèque, 10.000 francs par jour comme en Suisse, par exemple.

D'autre part, afin d'éviter toute majoration frauduleuse, M. Chastenet propose d'admettre le dispositif adopté en Autriche, consistant en séries horizontales de chiffres allant de 1 à 9, et découpées par le tireur de façon à reproduire le montant de la somme indiquée sur le chèque.

ART. 4. — Le chèque pourra être établi soit au porteur, soit au nominatif, soit à ordre.

Le chèque au porteur est payable à vue, après vérification, dans tous les bureaux de poste, sous la seule condition que le crédit du créateur du chèque soit suffisant.

Le chèque nominatif devra porter le nom et l'adresse exacte du bénéficiaire.

Il pourra être fait usage des chèques pour virements et autres opérations assurées par le service.

Ici figure une différence notable avec les systèmes austro-hongrois et suisse.

Dans le premier les chèques au porteur et nominatifs sont seuls admis. Le système suisse n'admet que le chèque au porteur.

M. Chastenet nous explique pourquoi il admet le chèque à ordre. Après avoir indiqué les avantages des chèques nominatifs et au porteur, il nous dit : « Nous croyons même, conformément aux principes généraux dont se sont inspirés les rédacteurs de la loi de 1865, que l'on pourrait employer les chèques à ordre, transmissibles par endossements. Le chèque postal ne doit pas être uniquement et exclusivement, en effet, un instrument de paiement effectif ; il doit aussi servir d'instrument de paiement par virement d'écritures. Or, s'il est aisé d'en user dans ce but lorsqu'il revêt la forme au porteur — cas où, nous l'avons vu, la facilité de transmission ne s'obtient qu'au détriment de la sécurité — il n'en est plus de même lorsqu'il revêt la forme nominative, car les chèques nominatifs ne peuvent être virés au profit du bénéficiaire qu'autant que celui-ci est titulaire d'un compte. Il est donc désirable que des chèques présentant les mêmes garanties de sécurité que les chèques nominatifs puissent parvenir rapidement et de mains en mains, par voie d'endossements successifs, jusqu'à la personne même au profit de laquelle ils pourront ne donner lieu qu'à un virement d'écritu-

res, sans déplacement inutile d'espèces. L'emploi de la clause à ordre permettra d'arriver à ce résultat. »

M. Chastenet examine ensuite suivant quelles règles se fera le paiement des chèques postaux.

Il démontre comment un chèque pourra être payé comptant tout en donnant à l'administration le temps de vérifier la signature du tireur et de contrôler si la provision est suffisante.

Il examine à ce sujet les différents cas qui peuvent se présenter :

1<sup>o</sup> Paiement des chèques au porteur au comptant, par mandat de paiement ou par virements.

A. — *Payement au comptant.* — Ce genre de paiement ne pourra être effectué que lorsque le porteur sera en situation d'en toucher ou d'en faire toucher le montant au bureau même sur lequel le chèque est tiré.

Dans ce cas en effet le contrôle peut être exercé séance tenante.

L'agent postal qui reçoit le chèque procède à un premier examen qui porte sur la signature, le délai de présentation et la régularité du chèque.

Celui-ci est ensuite communiqué à la section du contrôle qui outre ces premières vérifications examine si la provision est suffisante. Le chèque visé et paraphé est retourné à la caisse à fin de paiement.

On le voit, les formalités ne sont pas plus longues que dans les banques.

Au point de vue écritures, on inscrira sur les registres l'inscription de la date de la défalcation, le numéro du chèque et le montant de ce chèque en indiquant que le paiement a été effectué comptant.

Le tireur sera avisé du paiement effectué sur son ordre.

B. — *Païement par mandat de paiement.* — Lorsque le porteur ne pourra toucher ou faire toucher le montant de son chèque au bureau même (quand par exemple il n'habitera pas dans le ressort du bureau) il pourra se faire payer au moyen d'un mandat de paiement.

Dans ce cas il adressera le chèque à la direction d'où émane ce chèque en laissant subsister au verso la mention « le montant indiqué d'autre part doit être mandaté au profit de... » suivie de ses nom et adresse.

Le bureau, après les vérifications d'usage, lui adressera un mandat de paiement dont le montant lui sera versé par l'intermédiaire du bureau de poste de son domicile.

Toutes personnes, même le titulaire du compte, pourront demander le paiement du chèque par ce moyen.

C. — *Païement par virements.* — Lorsque le porteur sera lui-même titulaire d'un compte, le paiement du chèque pourra être effectué au moyen d'un simple virement.

Le porteur n'aura dans ce cas qu'à laisser subsister la mention qu'il avait rayée dans le cas précédent « le montant indiqué d'autre part doit être porté au crédit de », qu'il fera suivre de ses nom et adresse, du numéro de son compte et du numéro du bureau où son compte est ouvert.

Il rayera l'autre mention et adressera ce chèque à la Direction où est ouvert le compte sur lequel le chèque est tiré.

Le montant sera porté à son crédit, et au débit du compte du tireur.

2° Payement des chèques nominatifs ou à ordre.

Le payement de ces chèques se fera à peu près de la façon que nous venons d'indiquer. Toutefois on demandera en outre au porteur de justifier de son identité.

M. Chastenet indique que dans la pratique et pour éviter une perte de temps, le titulaire d'un compte, au lieu d'adresser le chèque à la personne à laquelle il désire faire un payement, fera mieux d'envoyer directement ce chèque au bureau près duquel est tenu son compte, en indiquant au verso le nom de la personne à laquelle il désire que le payement soit fait.

Le montant en sera mandaté au nom de cette personne et lui sera transmis par l'intermédiaire du bureau de poste de son domicile.

De même qu'en Suisse un même chèque pourra être créé en vue de plusieurs payements.

ART. 5. — Les versements peuvent être effectués dans tous les bureaux de poste, soit par le titulaire du compte, soit par des tiers quelconques à son profit.

Comme en Suisse et en Autriche, les versements pourront être effectués au moyen de bulletins versements, et de chèques à fin de virement d'un compte sur un autre.

1° *Bulletin de versements.* — Ces bulletins seront établis sur des formules spéciales, délivrées gratuitement par tous les bureaux de poste. Ils pourront être réunis en carnet. Ils sont destinés aux versements effectifs sur les comptes.

Le modèle proposé par M. Chastenet rappelle ceux utilisés en Autriche-Hongrie et en Suisse.

Ils se composent de trois parties :

Un bulletin de dépôt, qui est rempli par le déposant et qui reste entre ses mains comme reçu du paiement effectué.

Un bulletin de versement proprement dit et un coupon qui seront adressés en même temps au bureau de chèques chargé de la tenue du compte du bénéficiaire.

Ce bureau inscrira la somme versée au crédit du compte, conservera à l'appui de l'opération le bulletin de versement et adressera le coupon au titulaire pour l'aviser du versement effectué à son profit.

Quand le versement sera effectué par le titulaire lui-même, le bulletin de dépôt lui servira de quittance provisoire, et le coupon de quittance définitive.

2° *Emploi des chèques à fin de virement.* — Ce mode de paiement sert à un titulaire de compte à effectuer un versement au profit d'un autre titulaire au moyen d'un simple virement.

Dans ce cas le tireur établit un chèque, au verso duquel il raye la mention « mandaté au profit de » pour ne laisser substituer que celle : « Le montant indiqué d'autre part doit être porté au crédit de... », à la suite de laquelle il inscrit toutes les indications utiles sur le numéro du compte bénéficiaire et la direction où ce compte est tenu.

Le chèque est adressé à la Direction où son compte est ouvert.

Si les deux comptes sont ouverts à ce bureau, le chèque est porté au débit du compte du tireur et au crédit de celui du bénéficiaire.

Si les comptes sont tenus dans des bureaux différents, le chèque est transmis au bureau où est tenu le compte du bénéficiaire à fin d'inscription de crédit, après avoir été débité du compte du tireur.

Tireur et bénéficiaire sont avisés de l'opération.

L'administration publiera un annuaire contenant la liste des titulaires de comptes complétés et mis à jour au moyen de suppléments.

ART. 6. — Il sera alloué, tant pour le dépôt de garantie que pour les sommes portées au crédit du compte, un intérêt dont le taux sera fixé par règlement d'administration publique, intérêt qui ne pourra dépasser 1 1/2 0/0.

M. Chastenet propose ce taux, car il estime qu'il est sensiblement égal à celui qu'allouent les banques à leurs clients.

Cet intérêt, si léger soit-il, aura l'avantage au début d'attirer la clientèle.

Les capitaux déposés ne resteront pas ainsi improductifs.

ART. 7. — Des règlements d'administration publique, rendus en exécution de la présente loi, arrêteront les détails de l'organisation technique du service et statueront sur les objets qui leur seront réservés par la présente loi.

Nous pensons que M. Chastenet a agi sagement et prudemment en laissant le soin à l'administration de régler le détail des nouveaux services.

Ce n'est en effet que par la pratique et par l'expérience qu'on pourra apporter dans les règlements les perfectionnements désirables.

L'Autriche-Hongrie et la Suisse ont procédé ainsi et s'en sont bien trouvé, puisque le service des chèques et virements postaux a atteint dans ces pays le plus haut degré de perfection.

Ces règlements auront ainsi à s'occuper des taxes et de l'emploi des fonds déposés.

Cette question de l'emploi des fonds est une des plus importantes et aussi une des plus délicates de la nouvelle organisation.

Il ne faut pas en effet laisser entre les mains de l'administration, déjà surchargée, la totalité des fonds déposés par les titulaires de compte.

Les fonds resteraient ainsi improductifs, ce qui constituerait une lourde charge pour l'Administration et serait absolument contraire au but qu'on se propose.

Toutefois il serait nécessaire de garder un fonds de roulement suffisant pour faire face aux exigences du service et assurer la rapidité de son fonctionnement.

Mais quel emploi ferait-on de l'excédent, qui doit rester toujours disponible, sans cependant demeurer improductif.

Nous avons vu que les pays dans lesquels le service fonctionne cet emploi avait été un des premiers soucis des organisateurs.

En France également, M. Chastenet dans son rapport se préoccupe de la question.

Il propose d'en faire un emploi analogue à celui qui est fait des fonds provenant de la caisse d'épargne. Les sommes seraient versées à la caisse des dépôts et consignations et employées par elle en

valeurs de l'Etat ou jouissant d'une garantie de l'Etat, en obligations négociables et entièrement libérées des départements, des communes et des chambres de commerce, ainsi qu'en obligations foncières et communales du Crédit foncier.

Ces placements en valeur d'Etat ou garanties par l'Etat sont l'objet de nombreuses discussions.

On leur reproche tout d'abord d'immobiliser ainsi un capital élevé, difficilement réalisable en temps de crise.

Que se produirait-il en effet en cas de panique, tels qu'il s'en est déjà présenté pour la caisse d'épargne ?

Tous les déposants afflueraient aux guichets pour se faire remettre le solde de leur compte et l'Administration serait obligée de réaliser toutes ses réserves.

Les titres qu'elle répandrait ainsi sur le marché seraient forcément dépréciés et trouveraient peu d'acheteurs ou en tous cas acheteurs à un prix très bas.

Les fonds ne seraient donc pas immédiatement réalisables, ils auraient perdu leur caractère de disponibilité. Et il en serait ainsi non seulement pour les fonds d'Etat eux-mêmes mais aussi pour tous ceux garantis par lui.

La loi a prévu ce danger pour les caisses d'épargnes, dans la loi de 1895 : « En cas de force

majeure, un décret rendu sur la proposition des ministres des Finances et du Commerce, le Conseil d'Etat entendu, peut limiter les remboursements à 50 francs par quinzaine. »

L'efficacité de cette disposition peut toutefois paraître douteuse ; en effet l'Etat hésitera toujours à s'en servir de peur de donner au moins une apparence de raison à la panique.

Mais on prétend par ailleurs que des crises aussi violentes sont peu à redouter et qu'un placement de cette nature est celui qui offre le plus de sécurité.

La rente française et les obligations de chemin de fer sont les valeurs qui subissent le moins de fluctuations. Mais peut-être est-ce justement en raison de l'achat continu et régulier de ces valeurs par les caisses d'épargne et autres institutions.

De tous temps on s'est préoccupé de cette question de l'emploi des fonds provenant de la caisse d'épargne.

Ainsi en 1885 M. le comte de Colbert-Laplace proposait de les utiliser à assurer l'alimentation de la caisse des chemins vicinaux ; M. Lockroy a émis également une proposition tendant à la constitution du crédit populaire par les caisses d'épargne.

Nous avons vu, dans ce sens, qu'en Allemagne au moment de la création du service des chèques et virements postaux on avait proposé qu'une partie

des capitaux provenant des dépôts serve aux besoins du crédit et soit consacrée au développement de l'industrie, du commerce et de l'agriculture contre garantie suffisante.

Rien n'empêcherait qu'un même emploi en soit fait en France.

En tous cas l'administration ne pourrait se charger elle-même de l'emploi de ces capitaux. Ce serait la Caisse des dépôts et consignations qui agirait pour elle. Cela rentre dans ses attributions. C'est elle en effet que la loi du 29 juillet 1881 (art. 34) a chargée de gérer les fonds de la caisse d'épargne postale. Ce serait elle également qui serait chargée, sous sa propre responsabilité du placement des fonds et qui aurait à verser en échange un intérêt à l'administration.

Notons enfin que les sommes qui resteront en dépôt ne seront pas aussi importantes qu'on pourrait le croire. « Si les chèques postaux, dit M. Chevauchez, doivent faciliter un *mouvement* de fonds considérable et qui peut s'élever à plusieurs milliards, il n'apparaît pas que les sommes en *dépôt* doivent jamais s'élever à plus de 2 à 300 millions lorsque ce service aura atteint son plein développement surtout si ces sommes ne sont productives d'aucun intérêt.

Le projet de M. Chastenet aboutira-t-il ?

Verrons-nous un jour fonctionner en France le service des chèques et virements postaux ?

Nous répondrons sans hésiter par l'affirmative.

La France a trop à gagner à la création de ce service.

En tous cas M. Chastenet ne semble pas vouloir le laisser dans l'oubli ; à la dernière discussion du budget, avec une constance remarquable, il remettait la question en jeu.

Les obstacles viennent, croyons-nous, de deux côtés différents.

D'abord de l'administration qui craint d'avoir à supporter de nouvelles charges, telles que les frais de premier établissement et de personnel.

Les frais de premier établissement seraient bien vite recouvrés.

« Rappelons à ce sujet, dit M. Chevauchez (*Traité sur les chèques postaux*, p. 79), qu'il avait été fait à la Caisse d'épargne postale à ses débuts (1881) une avance de 200.000 francs, et qu'actuellement elle possède une fortune personnelle de plus de 40 millions provenant de ses bénéfices ; elle paie chaque année au budget des Postes une redevance qui s'élève actuellement à plus de 2 millions de francs. »

Cette fortune à la fin de 1907 dépassait 52 millions.

Il n'y a nul doute que le service des chèques postaux n'obtienne le même résultat.

Les frais de personnel seraient certainement les plus lourds.

Le personnel de l'administration des Postes est déjà actuellement insuffisant pour faire face à toutes les exigences du service.

Nous avons vu combien étaient longues les stations aux guichets d'émission et de paiement de mandats. Les guichets affectés spécialement au service de la caisse d'épargne postale ne sont pas mieux favorisés. Les services de la correspondance sont également surchargés. Les réclamations pour cause du retard des lettres sont nombreuses.

L'administration hésite donc à augmenter son personnel ; à plus forte raison redoute-t-elle la création d'un nouveau service.

Nous croyons cependant que les bénéfices produits par le service des chèques suppléerait largement aux nouvelles dépenses.

Nous avons vu en effet que dans les pays où il fonctionne, bien loin d'être une charge, il est au contraire une source de profits.

Il est encore une autre raison qui explique le peu d'empressement apporté à l'établissement de la nouvelle institution : c'est la lourde charge, la grosse responsabilité qui incomberait à l'administration par suite du maniement de fonds considérables.

Déjà, de nos jours la Poste est l'institution qui fait le plus d'opérations d'argent. Chaque jour elle reçoit et paie des sommes très élevées.

C'est ainsi que le nombre des mandats français de

toutes catégories, mandats ordinaires, mandats-cartes, bons de poste, en 1906 était de 51.201.800, représentant une somme totale de 2.198.530.327 francs.

En 1907, ce nombre s'est encore accru : 3.443.890 pour une somme de 2.338.262.734 francs.

Les opérations de recouvrements sont également très importantes ainsi qu'en témoignent les chiffres ci-dessous :

| Valeurs déposées  |             | Valeurs encaissées |             |
|-------------------|-------------|--------------------|-------------|
| nombre            | montant     | nombre             | montant     |
| 1906 = 18.919.426 | 436.525.311 | 14.370.237         | 337.397.503 |
| 1907 = 19.640.144 | 465.905.832 | 15.082.109         | 367.602.493 |

Encore faut-il constater que ces chiffres ne représentent que le montant des opérations effectuées pour la France continentale. L'Algérie même n'y est pas comprise.

En y ajoutant le chiffre des opérations de la Caisse d'épargne postale on atteindrait un total beaucoup plus élevé.

Le service des chèques postaux viendrait encore l'augmenter dans de notables proportions.

Il est vrai que par suite le nombre des mandats de toutes sortes diminuerait beaucoup.

C'est ainsi qu'un grand nombre d'opérations faites actuellement, par exemple, par des sociétés pour recouvrer le montant des cotisations seraient faites

au moyen du nouveau service : de même pour les recouvrements d'abonnement aux journaux et publications périodiques.

En outre les maisons importantes expédieraient et recevraient moins de mandats.

Mais il n'y aurait pas toutefois compensation absolue, car un très grand nombre de mandats et de bons de postes sont envoyés par des gens qui n'auront jamais de compte de chèques, quoiqu'ils puissent parfois s'en servir pour effectuer leurs paiements.

Les mouvements de fonds augmenteront donc, et nous comprenons les hésitations de l'administration. Nous espérons cependant qu'elle saura les vaincre.

La seconde source d'obstacle paraît venir du côté des banquiers.

Ils semblent craindre que l'Etat ne leur fasse une concurrence redoutable et n'arrive à monopoliser pour ainsi dire les compte de dépôts et de chèques.

Cette crainte ne paraît pas justifiée.

D'abord, en effet, une grande partie de la clientèle du nouveau service sera composée de gens qui n'ont pas actuellement de comptes dans les banques : petits commerçants, petits industriels, artisans.

Ensuite les grosses maisons qui participeront au service des chèques postaux n'en conserveront pas moins leurs comptes en banque.

Il est peu probable, en effet, qu'elles laissent en dépôt à la caisse d'épargne postale des sommes de beaucoup supérieures à celles nécessaires pour les besoins de ses transactions courantes.

Au contraire, chaque fois que leur actif atteindra un certain chiffre elles le feront certainement verser à leur compte en banque.

On peut même dire que les banques n'auraient qu'à gagner à la création du nouveau service, car leur clientèle s'augmenterait, sans aucun doute, et par suite leurs opérations prendraient plus d'extension.

En effet, leur établissement ou leurs succursales se trouvent dans les centres. Les gens qui habitent les petites localités hésitent à se déplacer. Ils n'hésiteraient plus à faire des opérations avec ces banques par l'intermédiaire de la poste.

Il ne manquerait pas de se produire ici ce qui s'est produit au moment où l'Etat a créé le service des recouvrements (1879).

A ce moment, on craignait également que la poste ne fit une concurrence désastreuse aux maisons de recouvrements.

L'expérience a montré qu'il n'en était rien. Les banquiers qui se livrent spécialement au service des recouvrements n'ont nullement souffert de la concurrence, bien au contraire, puisqu'ils sont actuellement les premiers à se servir de ce service.

De même au moment de la création de la caisse d'épargne postale (en 1881). On croyait que les caisses d'épargnes privées étaient perdues sans retour. Or, nous dit M. Chevauchez (ouvrage précité, p. 85), elles « se sont précisément développées depuis 1881 dans des proportions inconnues antérieurement.

Ajoutons enfin que le service des chèques aurait encore une grande chance de succès étant donné que les comptes existant déjà dans les caisses d'épargne sont très nombreux.

## CONCLUSION

L'idée du chèque postal s'étend donc de plus en plus.

Son rôle se bornera-t-il toujours à ne s'exercer que dans l'intérieur d'un même pays ?

Nous ne le croyons pas. Pourquoi ne pourrait-on pas élargir le cercle d'action du service de chèques et virements postaux nationaux en créant un service de chèques et virements postaux internationaux. On peut prévoir en effet que lorsque la plupart des pays l'auront établi chez eux, il interviendra entre eux une convention semblable aux conventions postales actuellement existantes, qui permettra à des titulaires de comptes de pays différents d'éteindre leurs créances et leurs dettes réciproques au moyen des services de chèques existant dans leurs pays respectifs ?

Une convention de ce genre existe déjà entre l'Autriche et la Hongrie.

L'Autriche encore, depuis le 1<sup>er</sup> mai 1906, a organisé un service de correspondance entre sa Caisse d'épargne postale et la Deutsche Bank à Berlin.

« La Deutsche Bank, dit M. Gariel (*Revue économique internationale*, 15-20 décembre, p. 658) dans toutes ses agences se charge des versements pour les titulaires de comptes à la Caisse d'épargne postale autrichienne, soit sous forme de délégations prises sur les comptes de ses clients ou sur les comptes de virements qu'ils peuvent posséder à la Reichsbank, soit sous forme de versements comptants. Elle se charge dans les mêmes conditions des paiements à faire à la Caisse d'épargne postale autrichienne.

Les sommes versées en marks sont payées en couronnes, sur la base du cours des billets de banque à la Bourse de la veille. Inversement, les sommes payées en couronnes et payables en Allemagne le sont à la base du cours des billets de banque allemands à la Bourse de Vienne de la veille.

Le nouveau service a eu un grand succès. Aussi, à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1907, la Caisse d'épargne postale autrichienne en a inauguré un semblable avec la Banque commerciale Italienne, qui a de nombreuses agences en Italie. « Enfin au cours de l'année 1907, un service analogue a été établi avec la Suisse (par l'intermédiaire de la *Créditanstalt* et de ses succursales ou correspondants), l'Angleterre, l'Ecosse et l'Irlande. »

La Suisse, qui avait déjà puisé les principes de son système de chèques et virements postaux en

Autriche, a voulu également l'imiter sur ce point, et dès 1906 a tenté d'internationaliser son service.

Elle avait déjà autorisé, dès la création du service, que des personnes ou établissements domiciliés à l'étranger pourraient se faire ouvrir un compte auprès d'un de ses bureaux de chèques.

Le 25 mai 1908, elle a encore étendu cette faculté en organisant par l'intermédiaire du service des chèques postaux les paiements de et pour Londres.

M. Gariel, dans l'article précité, nous indique comment fonctionne cette organisation :

« Les personnes ou associations, titulaires ou non d'un compte postal en Suisse, qui ont un paiement à faire de ou sur Londres, peuvent se servir à cet effet du compte postal ouvert au bureau de Bâle au Bankverein Suisse, siège de Londres. On sait que le Bankverein est une des plus grandes banques suisses et qu'elle a diverses agences.

« J'habite Bâle, par exemple, et j'ai une somme à payer à un de mes créanciers à Londres, je vais à la poste et je remplis un bulletin de versement ordinaire au nom du Bankverein à Londres. Je me contente d'écrire au verso du coupon de ce bulletin le nom et l'adresse du véritable bénéficiaire, mon créancier, le Bankverein, n'étant en réalité qu'un intermédiaire. La somme versée doit être indiquée en francs et en centimes : l'équivalent sera payé à Londres en monnaie anglaise et, semble-t-il, au cours du change.

Si je désire m'assurer que telle somme en monnaie anglaise sera intégralement payée à mon créancier de Londres, je dois en faire mention sur le coupon, en indiquant le montant en livres sterling, schellings et pence. Dans ce cas le paiement sera fait à Londres sur le pied de 1 livre pour 25 fr. 26 versés. Le bureau de chèques de Bâle transmet au Bankverein à Londres les coupons des bulletins des versements effectués sur son compte, et c'est le Bankverein lui-même qui en paie le montant aux bénéficiaires.

« Si je suis moi-même titulaire d'un compte postal, au lieu de payer par bulletin de versement, je paierai par chèque de virement sur le compte du Bankverein, avec désignation du véritable bénéficiaire au verso du chèque ou, mieux encore, au verso d'un bulletin de virement annexé audit chèque. Le Bankverein reçoit du bureau de Bâle le coupon du bulletin de virement au lieu de celui d'un bulletin de versement.

« Enfin si le bénéficiaire de la somme versée ou virée a lui-même un compte ouvert, le Bankverein la porte à son crédit au lieu de la lui verser.

« Les opérations inverses peuvent se faire de Londres sur Bâle.

« Il est évident que tous ces paiements entre la Suisse et Londres ne peuvent se faire aux mêmes conditions que les paiements de Suisse sur Suisse. Aussi l'ordre du 25 mai 1908 établit-il à cet égard

des taxes spéciales qui sont déduites, lors du paiement, des sommes versées ou virées.

« Les versements de Suisse sur Londres payent 25 centimes jusqu'à 100 francs, 30 centimes de 100 à 200 francs, 45 centimes de 200 à 300 francs, et au-dessus 15 centimes de plus par 100 francs en sus ; les virements de Suisse sur Londres payent 20 centimes jusqu'à 200 francs, 30 centimes de 200 à 300 fr. et au-dessus de 10 centimes de plus par 100 francs ou fraction de 100 francs en sus.

« Les versements de Londres sur Suisse payent une taxe de 11/80/00 de leur montant, plus 5 centimes pour chaque paiement, sans pouvoir tomber au-dessous d'un minimum de 50 centimes. Les fractions inférieures à 5 centimes sont arrondies à 5 centimes. Les virements de Londres sur Suisse paient une taxe de 10/00 de la somme virée, sans pouvoir tomber au-dessous d'un minimum de 20 centimes. »

Le succès obtenu par ces différents essais prouvent surabondamment que l'espoir que nous émettons est loin d'être chimérique, puisqu'il a déjà commencé d'être réalisé.

Souhaitons qu'il ne s'arrête pas là.

---

Vu : le Président de la thèse

H. TRUCHY

Vu : le Doyen,  
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer  
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

LIARD



## BIBLIOGRAPHIE

*Lron-Caen et Renault.* — Manuel de Droit commercial.

*Thaller.* — Droit commercial.

*Chevauchez.* — Traité sur les chèques postaux.

*Chastenet.* — Rapport fait au nom de la Commission des postes et télégraphes chargée d'examiner la proposition de loi relative à la création des chèques postaux.

*Gariel.* — Les chèques et virements postaux en Suisse. Revue économique internationale, 15-20 octobre 1907.

— Les chèques et virements postaux. Revue économique internationale, 15-20 décembre 1908.

*Raffalovich.* — Les chèques et virements postaux en Allemagne. Economiste européen, 1<sup>er</sup> et 8 mai 1908.



## TABLE DES MATIÈRES

|                                         | Pages |
|-----------------------------------------|-------|
| INTRODUCTION.....                       | 5     |
| CHAPITRE I. — Le chèque en général..... | 7     |

### Les chèques et virements postaux dans les différents pays

|                               |     |
|-------------------------------|-----|
| CHAPITRE II. — Autriche.....  | 27  |
| CHAPITRE III. — Hongrie.....  | 57  |
| CHAPITRE IV. — Suisse.....    | 63  |
| CHAPITRE V. — Allemagne.....  | 95  |
| CHAPITRE VI. — Belgique.....  | 104 |
| CHAPITRE VII. — Hollande..... | 107 |
| CHAPITRE VIII. — France.....  | 109 |
| CONCLUSION .....              | 135 |





